

**l'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1560 - 5 juin 1998 - prix : 9 F

chômage - précarité - bas salaires

**UN AN DE
GOUVERNEMENT
JOSPIN**

**rien de changé
pour
les travailleurs**



**La grève
des pilotes
d'Air-France**
pages 12 et 13

**Il faut
régulariser
tous les
sans-papiers !**

Leur société

- 4 - Régularisation de tous les sans-papiers!
- Chômage : les statistiques et la réalité
- «Gauche moderne» : droite classique
- 5 - Mondial 1998
 - C'est vraiment la fête qui commence... pour quelques dizaines de sociétés
 - Planète foot... planète fric

Tribune

- 6 - La Coupe est pleine

PCF

- 6 - Les dirigeants du PCF ralentissent contre le PS... pour mieux s'incliner

La fête en images

- 7/8/9/10 - Les extraits des interventions d'Arlette Laguiller

Dans les entreprises

- 12/13 - La grève des pilotes d'Air France
 - La presse, la gauche et la droite soutiennent la direction
 - L'«opinion publique» a bon dos
 - Air France vole... ses salariés
 - Les réactions à la grève des pilotes dans l'entreprise

- 14 - La Poste (Paris 20°) : la direction a dû revoir sa copie
- Dépôt SNCF (Tours - Saint-Pierre-des-Corps) grève pour les effectifs
- Salaires : la peau de chagrin se réduit de plus en plus vite

- 15 - Fonderies du Poitou (Ingrandes - Indre) non à la flexibilité et au travail obligatoire le week-end
- SNCF RER ligne C - Challancin partenaires qui font déborder la coupe
- Il faut en finir avec le chômage

Dans le monde

- 11 - Irlande du Nord : après la grand-messe de «la paix», les manœuvres politiciennes
- Israël : la gangrène
- 16 - Russie : krach boursier et faillite de l'État
- Espagne : les élections primaires dans le PSOE, une opération cosmétique

Grande-Bretagne

Les « nouveaux

droits dans l'entreprise » de Blair : UN CATALOGUE DE TRAQUENARDS POUR LES TRAVAILLEURS

Après plus d'un an de pourparlers secrets, le gouvernement travailliste de Tony Blair vient de publier le projet de loi sur les « nouveaux droits dans l'entreprise » promis avant son élection. Bien que présenté comme une « véritable charte des droits du travailleur », ce projet est à la mesure de la politique antiouvrière menée par Blair depuis son arrivée au pouvoir.

Il est vrai que ce projet propose d'intégrer à la loi un certain nombre de jurisprudences, mettant un terme à des situations scandaleuses, comme celle qui permet aux patrons de licencier une travailleuse tombée malade en fin de congé de maternité. Mais, par exemple, il ne fait qu'« envisager la limitation » des contrats « zéro-heure », ces contrats de travail qui imposent aux salariés d'être disponibles, sans leur garantir un minimum d'heures payées (200 000 seraient officiellement recensés). C'était bien pourtant les Travaillistes qui en avaient exigé l'interdiction il y a deux ans sous le gouvernement précédent!

Mais en dehors de ces quelques mesures, le reste du projet de loi est un catalogue de traquenards tendus aux travailleurs. Ainsi, le minimum de deux années de présence à partir duquel un salarié peut exiger des indemnités de licenciement et poursuivre son patron devant les tribunaux pour licenciement abusif serait seulement ramené à un an. Comme l'ont souligné les syndicalistes du commerce, faute d'offrir cette protection dès l'embauche, cette mesure risque d'être contrecarrée, dans les grandes surfaces en particulier, par des licenciements en série au bout de 11 mois de présence, au lieu des 23 mois souvent pratiqués jusqu'à pré-

sent. Le seul résultat serait donc d'accélérer encore plus la rotation de la main-d'œuvre dans les grandes surfaces par exemple.

De même, avec une hypocrite magnanimité, Blair donne le droit aux salariés licenciés pour fait de grève de poursuivre l'employeur pour licenciement abusif (mais sans possibilité de réintégration). Mais cela ne vaudra que si la grève est « légale » - ce qui est une gageure du fait des lois antigèves de Thatcher qu'il n'est pas question d'abroger. Du coup, il n'est pas question d'un réel droit de grève.

C'est surtout sur les droits syndicaux que porte l'essentiel de ce projet. Il propose d'instituer un système comparable à celui en vigueur aux Etats-Unis. Pour qu'un syndicat puisse obtenir du patron le droit de négocier pour les salariés de l'entreprise, il lui faudra obtenir une majorité, avec au moins 40% des inscrits, dans un vote par correspondance ou bien faire la preuve que plus de la moitié des salariés concernés sont adhérents du syndicat.

Or, compte tenu de la participation moyenne à ce genre de votes (de l'ordre de 30% à 40% des inscrits) ce ne sera pas chose aisée. En plus, en cas de succès le patron ne sera légalement contraint de négocier que les salaires, horaires et congés payés, et pas les conditions ni l'organisation du travail, comme c'est le cas dans la plupart des entreprises syndicalisées.

Mais surtout, le projet de loi prévoit une procédure symétrique (sous prétexte de « rétablir l'équilibre »!) qui permettra à une entreprise de mettre un terme au droit d'un syndicat de représenter les salariés. Les modalités de cette procédure restent à préciser. Mais compte tenu de la baisse de la syndicalisation dans le privé et de la croissance de la précarité, on peut

imaginer comment, dans certaines entreprises, à force d'intimidation, les patrons pourraient arriver à se débarrasser du syndicat en ayant la loi de leur côté.

Du coup, ces prétendus « nouveaux » droits des salariés pourraient bien se traduire par la perte de tout ou partie de leurs droits syndicaux pour une partie d'entre eux. Car outre le risque de voir des patrons profiter de l'occasion pour se débarrasser de syndicats gênants, le projet de loi crée de fait un modèle « minimum » de reconnaissance syndicale dans lequel tout se passe entre le patron et l'appareil sans laisser aucune place au système des délégués d'atelier encore en vigueur dans un grand nombre d'entreprises.

En effet, celui-ci n'est pas régi par la loi, comme c'est le cas en France. Il est défini localement par l'accord de reconnaissance syndical, pour donner aux syndicats un

certain droit de regard sur les conditions et l'organisation du travail. Dans la mesure où le projet de loi exclut cet aspect de la reconnaissance syndicale, il pourrait du même coup inciter les patrons à se servir de la loi pour se débarrasser du système des délégués que beaucoup souhaitent voir disparaître depuis longtemps.

Dans cette affaire, les appareils syndicaux vont sans doute y gagner, à la fois en poids social et en indépendance vis-à-vis des syndicats. En revanche, pour les travailleurs britanniques, cela signifie que, demain plus que jamais, ce n'est pas sur la loi qu'ils pourront compter - comme le leur avaient fait miroiter les dirigeants syndicaux à la veille des dernières élections - mais uniquement sur le rapport des forces qu'ils imposeront par leurs luttes.

François ROULEAU

Eurosatory 98

LA FOIRE AUX ARMES... ET AUX HYPOCRITES

Mardi 2 juin, devant un parterre de galonnés, de représentants d'une centaine d'Etats et de marchands de canons, le ministre de la Défense Alain Richard a inauguré Eurosatory 98, le salon de l'armement terrestre.

Comme celles qui l'ont précédée, cette foire aux armes réservée aux initiés devrait permettre aux groupes publics et privés français, comme l'Aérospatiale, Matra, Dassault, GIAT, d'étaler leur savoir-faire en la matière et de rivaliser avec

leurs concurrents d'une trentaine de pays avec l'objectif avoué d'exporter encore plus de missiles, de canons, d'hélicoptères de combat et autres engins de mort, aux quatre coins du globe.

Dire qu'au même moment, à Beyrouth, Chirac se fendait d'un discours démagogique sur le « retour à la paix » au Liban et que le gouvernement Jospin annonçait un projet de loi visant à restreindre l'acquisition et la détention d'armes à feu par les particuliers! Il n'y a pas : plus hypocrites qu'eux, tu meurs!

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de *Lutte Ouvrière*, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de *Lutte Ouvrière* - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 13 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à *Lutte Ouvrière* doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de *Lutte Ouvrière*, et à envoyer à : **LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE (1 an soit 10 n°)
	1 an	6 mois	
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLÉMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement :

- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

**L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER**

CHOISIR SON CAMP

■ C'est le premier anniversaire du gouvernement Jospin. En dépit de quelques mesures ponctuelles tels les emplois jeunes, dérisoires face à ce qu'il faudrait pour changer la situation de la jeunesse face au marché du travail, le bilan de sa première année n'est pas positif.

Il y a toujours 3 millions de chômeurs, bien plus si l'on compte les petits boulots, les emplois à temps partiel, les cas qui n'entrent pas dans les statistiques. On assiste à une intensification renforcée du travail dans les grandes entreprises. Les plans de licenciements cyniquement baptisés « plans sociaux » se succèdent dans toutes les branches. Aucun travailleur n'est à l'abri des menaces qui pèsent sur les emplois. Si ce bilan n'est pas pire que ce qu'aurait fait un gouvernement de droite, il n'est pas meilleur.

On nous dit que la loi sur les 35 heures est positive parce qu'elle fait hurler le patronat. Mais le patronat hurle tout le temps et ce n'est pas parce qu'on l'attaque, c'est le plus souvent parce qu'on ne lui en donne pas assez : pas assez de subventions, de dégrèvements d'impôts, de diminutions de charges sociales, etc.

Ce gouvernement, qui est aussi incapable que les précédents de résoudre le problème du chômage, refuse même une augmentation significative des minima sociaux.

Régulariser la situation des sans-papiers, de ces travailleurs immigrés dont certains vivent et travaillent ici depuis des années,

avait été une des promesses électorales du Parti Socialiste. Eh bien, même cette promesse-là, le gouvernement ne la tient pas. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux se retrouvent menacés d'expulsion. Il n'aurait pourtant pas coûté grand-chose au gouvernement de tenir ses promesses dans ce domaine. Mais il ne veut pas être accusé de laxisme par la droite et préfère trahir ses engagements électoraux.

Cette attitude cautionne en fait la démagogie imbécile de l'extrême droite qui rend les travailleurs immigrés, avec ou sans papiers, responsables du chômage, et fait aussi le jeu du Front National.

Tout cela provoque quelques craquements dans la gauche plurielle, en particulier du côté du Parti Communiste. Robert Hue demande à Lionel Jospin d'aller plus vite, de faire des gestes plus forts, mais sans préciser plus vite vers quoi, et plus fort contre qui. Et il le demande bien gentiment. Il vient par exemple de redemander, un « moratoire des licenciements », sans s'étonner de n'avoir jamais reçu de réponse à ses demandes précédentes.

Mais Jospin continuera la même politique car il n'est pas au service de l'électorat de gauche, mais au service de la bourgeoisie. Comme l'était Mitterrand, et comme les ministres de celui-ci l'ont été.

Alors Hue essaie de faire croire qu'il rue dans les brancards car il sait qu'à soutenir la politique de

Jospin, il risque de perdre sa base. D'autant que, s'il perd son influence sur les travailleurs, il ne servira plus à rien à Jospin.

De plus, le gouvernement veut changer la loi électorale pour les prochaines européennes, avec un savant découpage de circonscription, qui aura pour effet de réduire la représentation du PCF, à moins que celui-ci se contente, une fois de plus, des places que voudra bien lui laisser le Parti Socialiste, à prendre ou à laisser.

Et puis, ce qui inquiète aussi Robert Hue, c'est de voir à chaque élection augmenter les suffrages qui se portent sur les candidats de cette extrême gauche qui reprend vis-à-vis des travailleurs le flambeau et la place abandonnés par le PCF.

Cela prouve que si le Parti Communiste menait une telle politique radicale, il reverrait à coup sûr remonter son influence, il verrait revenir ses militants, il redonnerait confiance à ses militants, il redonnerait espoir en même temps à tout le monde du travail. Cela permettrait d'imposer qu'on s'en prenne réellement aux bénéficiaires du grand patronat, ce qui permettrait de réduire la paupérisation et le chômage de façon radicale !

Oui, le PCF au lieu de faire semblant de s'opposer à Jospin pourrait réellement défendre les intérêts des travailleurs, et alors les efforts et le dévouement de ses militants ne serviraient pas seulement à assurer quelques strapons ministériels à trois ou quatre cadres du parti.

La prochaine réunion du
**CERCLE LÉON
TROTSKY**

portera sur le thème :

Cent-cinquantième de l'abolition de l'esclavage
dans les colonies françaises

ESCLAVAGE ET CAPITALISME

Vendredi 12 juin à 20 h 30 - Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris (5^e)

Métro : Maubert-Mutualité. Participation aux frais : 20 F

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS!

À peine arrivé au gouvernement, en juin 1997, Jospin avait annoncé la mise en route d'une procédure rapide de régularisation des immigrés en situation irrégulière et avait lancé un appel à déposer les dossiers auprès des préfetures. Venant peu après l'expulsion manu militari des sans-papiers de l'église Saint-Bernard dans le 18^e arrondissement de Paris, décidée par le gouvernement de Juppé, cette annonce avait déclenché bien des espoirs chez les immigrés en situation irrégulière.

Onze mois après, à la date butoir du 31 mai pour l'examen des dossiers, le gouvernement de Jospin vient de rendre son verdict. Pour des raisons politiques, pour ne pas se faire accuser par la droite ou l'extrême droite, d'être laxiste vis-à-vis des immigrés, le gouvernement de la gauche plurielle cède aux pressions xénophobes et réactionnaires en refusant de régulariser, purement et simplement, l'ensemble des immigrés clandestins qui en avaient fait la demande. Sur environ 145 000 dossiers déposés (pour un nombre estimé à quelque 300 000 immigrés clandestins), seule la moitié environ aurait reçu l'accord de l'administration pour sa régularisation provisoire, avec des variations très importantes d'un département à l'autre. Tous les autres, soit quelque 75 000 personnes, sont ainsi rejetés

dans la clandestinité, non sans la crainte supplémentaire d'avoir désormais un dossier enregistré dans les ordinateurs de l'administration du ministère de l'Intérieur, ce qui les rend encore plus vulnérables au moindre contrôle d'identité et accroît leur risque d'être expulsés du territoire sans délai et sans recours possible.

Pour l'examen des dossiers, les services du socialiste Chevènement ont élaboré de sévères restrictions. L'obtention de la régularisation a été plus facile pour les familles; les célibataires, les anciens étudiants et les déboutés du droit d'asile n'ayant jamais bénéficié d'un titre de séjour d'au moins six mois ont été exclus à peu près systématiquement de toute régularisation. D'une façon générale, l'immigré qui faisait une demande devait faire la démonstration de sa bonne intégration à la

société française, en fournissant des fiches de paie, des déclarations d'impôt, des quittances de loyer, sans oublier les « preuves de la continuité de la présence en France pendant sept ans », toutes choses évidemment très difficiles voire impossibles à fournir par bien des immigrés clandestins, qui vivent et travaillent comme ils peuvent, sans aucune preuve de quoi que ce soit.

Pour tous ceux dont les dossiers ont été rejetés, des demandes « de recours gracieux » peuvent, paraît-il, être déposées... que l'administration n'examinera, a-t-elle déjà averti, que si des éléments nouveaux permettent de reconsidérer les demandes de régularisation. Sinon, l'arrêté de « reconduite à la frontière » devrait s'accompagner de ce que le gouvernement ose appeler une « aide au retour » de 4 500 F par adulte et 900 F par enfant. Il a été égale-



ment déclaré que les expulsions seraient accomplies de façon « digne », c'est-à-dire non par charters mais par vols réguliers (sans préciser toutefois si les expulsés seraient encore bâillonnés et ficelés sur leurs sièges comme cela a été le cas), au rythme de 10 000 à 12 000 par an, peut-être le double, a même ajouté Chevènement. Voilà comment devrait se solder l'opération de régularisation des sans-papiers sous la houlette d'un ministre socialiste de l'Intérieur, et même soi-disant de la gauche socialiste! De quoi mettre la rage au cœur de plus d'un travailleur immigré clandestin et de tous ceux qui sont de leur côté.

Aujourd'hui, les manifestations et occupations d'églises par des sans-papiers demandant leur régularisation, se poursuivent : à Évry où la cathédrale est occupée depuis le 7 mars, au Havre depuis le 14 mars, à Nanterre depuis le 23 mars, à Nantes depuis le 27 avril, à Créteil, à Bobigny, etc. Depuis le 31 mai, la veille de l'annonce des

décisions gouvernementales, un temple protestant du 20^e arrondissement de Paris est occupé par plus de 250 sans-papiers dont la régularisation a été refusée. Avec toutes ces actions comme avec toutes celles qui ne peuvent manquer d'avoir lieu pour protester contre la situation odieuse créée par l'annonce de ces dizaines de milliers de refus de régularisation, Lutte Ouvrière est pleinement solidaire. Face à la politique du gouvernement Jospin, Lutte Ouvrière est solidaire de tous ceux qui en sont victimes, de tous les sans-papiers, de toutes ces familles condamnées à vivre, à travailler et à être exploitées clandestinement, dans les pires conditions, en plein cœur de ce prétendu pays libre et démocratique que serait la France. La régularisation de tous les sans-papiers qui en ont fait la demande est une exigence minimum, qui doit être satisfaite sans délai!

Lucienne PLAIN

Chômage

LES STATISTIQUES ET LA RÉALITÉ

Selon les statistiques du ministère du Travail, en un an le chômage a reculé de 0,7 point, passant de 12,6 % à 11,9 % de la population active. Il touche cependant encore presque 3 millions de personnes (2 976 700 exactement).

Si le chômage des jeunes de moins de 25 ans a reculé depuis un an, il ne recule pas vite. D'ailleurs en avril il est resté stable : c'est dire que les emplois-jeunes n'ont guère d'impact sur les chiffres du chômage; comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement quand on sait – ce sont les chiffres du gouvernement – qu'il n'y a eu, en un an, que 60 000 jeunes créés.

Le gouvernement se félicite des 153 000 chômeurs en moins sur les six derniers mois. Il n'y a pas de quoi pavoiser car, à ce rythme-là, il faudrait une dizaine d'années pour que le chômage soit résorbé. C'est une perspective insupportable pour les 3 millions de personnes qui sont toujours au chômage, parfois depuis des années. D'ailleurs le nombre de chômeurs de longue durée est, lui, en augmentation : ils sont 1 150 500 et représentent

maintenant 39,2 % du total. Ce sont eux qui ont le plus de difficultés à retrouver un emploi. La machine à fabriquer des exclus tourne en fait de plus en plus vite.

Et puis, tous ceux qui ne sont plus comptabilisés comme chômeurs n'ont pas toujours retrouvé un véritable emploi. En effet les statistiques font apparaître une très forte progression des emplois précaires et à temps partiel.

Il y a désormais 500 000 personnes qui ne sont pas comptées dans les chiffres du chômage parce qu'elles travaillent plus de 78 heures dans le mois mais qui, touchant un salaire « partiel », sont néanmoins à la recherche d'un travail à temps complet. Et ce chiffre est en augmentation constante.

Parmi les emplois proposés, le nombre des emplois d'une durée inférieure à 6 mois progresse 3 fois

plus vite que le nombre d'emplois à plein temps, pendant que le nombre des emplois de moins d'un mois progresse lui huit fois plus vite!

Ainsi, derrière cette baisse des chiffres du chômage, il y a la généralisation du travail précaire et du temps partiel non choisi; il y a une dégradation continue des conditions de vie du monde du travail.

Le chômage continue donc de peser durement sur la classe ouvrière, poussant des millions de personnes vers la misère et permettant au patronat d'imposer des conditions de travail et de salaires de plus en plus insupportables.

Ceux qui prétendent que la situation s'améliore et qu'il faut encore patienter sont des menteurs au service de ceux qui profitent de cette situation dramatique. Il est au contraire plus que jamais nécessaire d'imposer des mesures radicales pour éradiquer le chômage en faisant payer le patronat et les riches.

Dominique CHABLIS

« Gauche moderne » = droite classique

« La gauche moderne doit savoir baisser les impôts et les charges » : voilà l'un des problèmes sociaux que Laurent Fabius, le président socialiste de l'Assemblée nationale qui s'est exprimé le 2 juin dans les colonnes du *Parisien*, juge prioritaires.

C'est que, d'après Fabius, « les classes moyennes ont l'impression d'être pénalisées » et que « le souci légitime de solidarité envers les exclus ne doit pas s'opérer aux dépens des couches moyennes ».

Mais qu'est-ce que Fabius entend par « classes moyennes »? S'il s'agit de ceux qu'on considère comme « privilégiés » dès qu'il s'agit de les taxer, c'est-à-dire les salariés ou les retraités qui disposent de revenus décentes, alors oui, Fabius aurait raison. Il

n'y pas de raison de les taxer sous prétexte de solidarité.

Mais ce n'est pas cela le problème pour Fabius. Son problème, c'est de s'adresser à ceux qui se considèrent comme « les classes moyennes », tous ces commerçants, petits industriels, etc., qui trouvent toujours qu'ils ne sont pas assez riches et que l'État leur prend trop d'argent. Et ce que propose Fabius, c'est que la « gauche moderne » leur tienne le même langage que les partis de droite, leur fasse les mêmes promesses et les mêmes cadeaux en remise d'impôt et en baisse des charges. Des mesures qui, en fait, profitent au haut de gamme des « classes moyennes » – et encore plus aux grandes entreprises et aux plus riches!

Mondial 98

C'EST VRAIMENT LA FÊTE QUI COMMENCE... POUR QUELQUES DIZAINES DE SOCIÉTÉS

Le 10 juin, le Mondial débutera au Stade de France, à Saint-Denis, par la rencontre Brésil-Écosse. Personne ne peut ignorer aujourd'hui l'événement, qu'il soit amateur de foot ou pas.

« La trêve » ou... « ne pas déranger » pendant les affaires

Le Mondial est utilisé à toutes les sauces. Les routiers revendiquent, la presse titre : « *Le Mondial menacé de paralysie* ». Les pilotes d'Air France se mettent en grève, aussitôt nombre de journalistes s'indignent : « *Les usagers pris en otages à l'occasion du Mondial* ». Cette référence au Mondial, et à la trêve générale qui devrait l'accompagner, est avant même son début la première escroquerie que nous servent conjointement la presse et les politiciens.

Mais du côté des patrons il n'est pas question de « trêve ». Les licenciements et les attaques contre les travailleurs continuent et continueront, que la France soit ou pas qualifiée. Cette référence à la « grande fraternité » du sport à travers le monde ferait doucement sourire s'il n'y avait pas derrière cela le tribut que la population pauvre doit payer à cette cérémonie.

Il s'agit de préserver avant tout le bon déroulement d'une formidable opération financière.

Football : une popularité immense qui suscite bien des appétits

Oui le football est populaire à travers bien des pays, et c'est cette popularité que captent à leur profit les hommes d'argent et de pouvoir.

Le football est populaire dans la population masculine du fait que beaucoup le pratiquent ou l'ont pratiqué. On compte à travers le monde près de 300 millions de licenciés auprès d'un club, et si l'on y ajoute tous ceux qui sont trop pauvres pour payer la cotisation à un club dans de nombreux pays, cela fait bien plus.

Mais ce qui fait rêver bien des jeunes, et en particulier dans les milieux les plus pauvres, qui se lancent à fond dans le foot, ce n'est pas seulement la joie de jouer collectivement, c'est bien plus l'espoir que la réussite permette de sortir de la misère, d'accéder aux honneurs et aux richesses réservées aux vedettes. Il y a 43 000 footballeurs professionnels dans le monde, mais Ronaldo, joueur brésilien de l'Inter

de Milan, sans doute le mieux payé au monde, gagne 165 000 francs par jour, tous contrats de sponsoring confondus. Mais si Ronaldo et quelques autres professionnels se voient offrir de telles sommes c'est que l'utilisation de leur image rapporte beaucoup aux sponsors qui les payent.

L'impact attendu pour le Mondial de 1998 est immense. Les organisateurs espèrent 37 milliards de télé-spectateurs en audience cumulée pour toute sa durée. C'est autant d'occasions de vendre des espaces publicitaires. La Fédération Internationale de Football, la FIFA, va percevoir 1 milliard de francs de droits de retransmission télé. Mais ce n'est rien à côté des montants des contrats publicitaires que cela va générer.

La vente du logo officiel lié à l'événement de la Coupe du monde, auprès des entreprises commerciales pour la fabrication d'objets en tout

genre, a rapporté 8 milliards de francs aux organisateurs, et ce sont des dizaines de milliards qui sont attendus en retour.

Et si l'on peut comprendre que les amateurs puissent être enthousiasmés par le talent de joueurs professionnels, comme d'autres peuvent s'enthousiasmer à d'autres spectacles, il ne faut pas oublier tout ce qu'il y a derrière, c'est-à-dire le fric, mais aussi l'engouement excessif, parfois imbécile, parfois même les déchaînements d'agressivité que cela suscite chez certains de ces « amateurs ».

Les organisateurs du Mondial ont mis au point des arguments sonnants et trébuchants, pour « encourager » la combativité des différentes équipes. Chaque équipe qualifiée est assurée de recevoir 12 millions de

francs pour sa seule participation à la phase finale de ce Mondial. Chaque équipe qualifiée pour le deuxième tour recevra 4 millions de francs pour chaque match (sans compter les primes des États et des sponsors). Quant à l'équipe victorieuse, elle recevra la coupe... et 35 millions de francs.

Tout cela n'empêchera pas les organisateurs, les politiciens et les journalistes de nous servir leur baratin sur le sport et ses qualités. La seule chose qui est grande et sans limites, c'est la formidable aubaine qui se présente pour toute une série de sociétés, à l'occasion du Mondial. Pour elles la « fête » commence vraiment !

Paul SOREL

PLANÈTE FOOT... PLANÈTE FRIC !

La retransmission de matches de football passionne des centaines de millions de personnes à travers le monde, mais en coulisse les enjeux sont d'un tout autre type.

A son origine le football a été encouragé par les patrons britanniques, suivis par ceux du continent. C'était après la messe le dimanche matin, les jeux du stade, le foot comme défoirer, afin de créer un esprit de corps autour de l'équipe subventionnée par le patron. Peugeot et son équipe de Sochaux, ou Philips et son équipe d'Eindhoven aux Pays-Bas, en sont des survivances.

Mais aujourd'hui le football, du fait de son impact populaire, suscite bien des calculs.

Le chiffre d'affaires généré par le football dans le monde est estimé à 1 500 milliards de francs, l'équivalent du budget de la France. Le président de la FIFA (l'organisation mondiale du football), João Havelange, se considère à l'égal d'un chef d'État avec 198 pays adhérents, plus que l'ONU tient-il à faire remarquer. Ce patron brésilien, qui a géré la FIFA comme une entreprise, se félicite d'avoir trouvé les caisses à peu près vides à son arrivée et d'y laisser 24 milliards de francs à son prochain départ, en ce mois de juin, 24 ans plus tard.

Il faut dire que sont déjà encaissés les droits télévisés pour les coupes de 2002 et 2006 qui à elles seules ont fait entrer quelque 12 milliards de francs.

L'élection de son successeur à la tête de la FIFA suscite une âpre campagne, où sont impliqués des

trusts et des États. La FIFA, société de droit privé, a son siège en Suisse, à l'abri des regards. Elle est associée à une grande société suisse de marketing, ISL, qui fait entrer dans ses caisses particulières toute une partie des recettes commerciales qui proviennent des matches organisés par la FIFA. ISL a encaissé 2 milliards de droits payés par des sociétés commerciales en vue d'associer leur nom au Mondial 98, et a déjà encaissé 3,6 milliards pour les deux Mondials à venir.

Platini, qui fait équipe avec l'un des deux postulants au poste de président de la FIFA, est devenu un homme d'affaires, « ami » d'Agnelli (le patron de Fiat), de Dreyfus (Adidas), de Barsalou (Crédit Agricole), de Spinetta (Air France), de Roulet (Thomson), et à l'étranger des dirigeants de Coca-Cola et de Hewlett-Packard. Son poste au comité d'organisation du Mondial 98 est en théorie bénévole, mais l'hebdomadaire *Le Point* rapporte qu'il émargerait en particulier à Canal Plus, et que le montant de ses revenus mensuels serait passé de 150 000 francs en 1995 à 450 000 francs aujourd'hui.

Le monde du foot, prétend Platini, est un magnifique exemple pour la jeunesse. Oui l'exemple d'un monde totalement soumis au fric, contre lequel il faut se battre, pas dans les étroites limites d'un stade, mais partout, et tout le temps pour se débarrasser de ce monde corrompu et vénal.

P.S.

LUTTE DE CLASSE n°35 (mai-juin) est parue

Au sommaire :

- Législative partielle de Toulon, manifestations pour peser sur les alliés du Front National : le piège du Front Républicain sous toutes ses formes.
- Corée du Sud : après la crise financière, l'offensive contre la classe ouvrière
- Irlande du Nord : l'« accord de paix », une étape vers la constitution d'une union anglo-irlandaise ?
- États-Unis : l'aile gauche du syndicat des camionneurs en appelle à une mafia pour en chasser une autre
- Tribune de la minorité : Belgique : une occasion manquée ?

Prix : 10F - Envoi contre 12F en timbres.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LA COUPE EST PLEINE

Le Figaro et le reste de la presse bourgeoise n'avaient pas de mots assez durs lundi matin : haro sur les pilotes, ces « privilégiés », ces gens « qu'on croyait intelligents », mais qui prennent « la France en otage ! » Pensez-donc, ils se mettent en grève, à dix jours du Mondial, en se prenant pour des prolétaires ! Et les mêmes journalistes qui par ailleurs n'hésitent pas à se féliciter des profits prodigieux faits en bourse en pleine période de chômage, de décréter par avance que la grève des pilotes est impopulaire, donc vouée à l'échec.

Impopulaire, cette grève, c'est à voir. En tout cas cela dépend auprès de qui. Auprès de la petite minorité privilégiée qui bénéficie de tous les passe-droits et a réservé depuis longtemps ses places d'avion pour assister aux différents matches à 2 900 francs le billet (et jusqu'à 15 000 francs et plus au marché noir)... c'est sûr. Auprès du reste de la population qui de toute façon n'a pas plus d'espoir d'être sur les gradins du stade de France que de gagner le gros lot au loto et ne verra les matches qu'à la télé, c'est moins évident !

Car le coup de gueule des pilotes, à la suite de la décision d'Air France de baisser de 500 millions de francs leur masse salariale et d'instaurer une double échelle des salaires permettant d'embaucher les jeunes pilotes à des salaires bien plus bas, cela pourrait donner des idées aux reste des salariés, même payés dix fois moins que les commandants de bord !

Que les pilotes fassent partie des salariés les plus privilégiés, avec un salaire brut moyen qui tourne autour de 62 000 francs par mois, ce n'est un secret pour personne. Mais au fait, nos vedettes du foot ne gagnent pas trop mal leur vie non plus et personne n'en fait une maladie ! Imaginons seulement que les organisateurs du Mondial exigent des clubs qu'ils rognent sur les salaires et émoluments des joueurs, sous prétexte de rentabiliser le Stade de France, et que nos Fabien Barthez et autres Bernard Lama ruent dans les branquards : de quel côté serait l'impopularité ?

Le Mondial, c'est une sacrée machine à fric, qui arrose beaucoup de monde, bien au-delà des joueurs. La demi-minute de pub sur TF1 va passer à plus d'un mil-

lion francs pendant toute cette période. Une flopée d'industriels (des compagnies aériennes... jusqu'aux marchands de vêtements de sports fabriqués par des enfants-esclaves du tiers monde) va y trouver très largement son compte. Mais il n'y a qu'aux salariés – eux dont les salaires nets, d'après l'INSEE, sont bloqués depuis 1981, 17 ans ! – qu'on demande, encore et toujours, de faire des sacrifices.

Ce qu'on veut faire accepter aujourd'hui aux pilotes, on l'imposera, de façon encore plus dure ensuite, au reste du personnel d'Air France... et pas seulement d'Air France. D'ici qu'on impose « la double échelle des salaires » chez les cheminots, le personnel hospitalier, les enseignants, les postiers... sous prétexte de réduire la masse salariale des titulaires des services publics et de faire encore plus pression sur le reste des salariés, il n'y a peut-être pas si loin !

Et puis, les travailleurs ont plus de jugeote que ceux qui voudraient les dresser contre les pilotes en grève et chercheront demain à les dresser contre les cheminots ou les routiers en grève. Si la direction d'Air France et le gouvernement n'ont jusqu'ici pas voulu céder aux pilotes, c'est parce qu'ils craignent que le mouvement se propage aux autres salariés de la compagnie, à commencer par les hôtesses (dont une partie étaient d'ailleurs en grève ces derniers jours), puis aux reste du personnel employé et ouvrier.

Et il n'y a pas que les salariés d'Air France. Nous allons voir beaucoup de fric défilé sous nos yeux pendant le grand cirque du Mondial, et comment ! Comme d'habitude, nous n'aurons le droit que de regarder (et encore !), mais pas de toucher et encore moins d'empocher. Ceux qui empochent, eux, espèrent bien que nous resterons rivés sagement à nos écrans de télé pour mieux oublier la plaie du chômage et des bas salaires. A moins qu'une bonne petite vague de grèves, et pas seulement à Air France, ajoute un peu de sport au sport. Trente ans après Mai 1968, cela ne pourrait que ragaillardir l'atmosphère !

Editorial des bulletins d'entreprises l'Étincelle publiés par la minorité du 1^{er} juin 1998

PCF

LES DIRIGEANTS DU PCF RÂLENT CONTRE LE PS... POUR MIEUX S'INCLINER

Robert Hue s'adressant aux assistants de la fête organisée par la fédération du PCF de Loire-Atlantique, le dimanche 31 mai à Saint-Nazaire, a tancé le PS. Il ne faudrait pas, a-t-il dit, que ce dernier s'installe dans une position hégémonique. Tiens donc, serait-ce donc le cas ? Hue ne pousse pas la hardiesse jusqu'à le préciser. Il préfère utiliser le conditionnel pour laisser croire que ce ne serait qu'une tentation du PS. Ben voyons !

La semaine dernière, il expliquait que la gauche plurielle ne devait pas s'endormir. Il revient donc à la charge sur le même registre, expliquant qu'il ne s'agit pas de faire une pause, mais au contraire d'accélérer le rythme, en instaurant un moratoire des licenciements – pas leur interdiction, mais un sursis. Cela fait déjà quelques bonnes semaines que Hue a évoqué cette mesure. Il avait même promis qu'il en parlerait à la ministre du Travail, Martine Aubry. En vain apparemment.

Mais ça n'est pas tout. Le secrétaire du PCF détaille les mesures à son avis nécessaires pour que la gauche soit à la hauteur de ce que l'on attend d'elle : « Pour que la croissance soit durable, ajoute-t-il, il faut relancer la consommation, relever de manière significative le SMIC et les minima sociaux, baisser la TVA, tout particulièrement sur les produits de première nécessité. En revanche il faut multiplier par deux, trois, quatre les impôts sur les grandes fortunes. »

Ces propositions sont loin de celles que la situation exige pour lutter radicalement, massivement et sans délai contre le chômage. Mais elles iraient dans le bon sens. De toute façon elles constituent une critique de fait de la politique du gouvernement qui non seulement n'envisage pas de prendre de telles mesures mais qui déclare même qu'il n'en est pas question pour, dit-il, « ne pas casser la croissance par un excès d'impatience ».

Alors, à quoi cela sert-il de dialoguer ainsi avec un gouvernement qui est bien plus sourd aux exigences des travailleurs, disposant d'un emploi ou pas, qu'à celles du patronat ? Cela sert à donner le change aux militants et aux sympathisants du PCF.

D'ailleurs ces propos critiques de Hue sont contrebalancés par les félicitations qu'il décerne à ce même gouvernement. « Depuis un an, explique-t-il, ce qui a déjà été engagé... procure de légitimes motifs de satisfaction... » De quoi s'agit-il exactement ? Et en faveur de qui ? Ce qui a été décidé au sujet de Vivorde ? Les mesures de privatisation partielle de France-Télécom et d'Air France ? L'augmentation du SMIC de 4 % alors que les centrales ouvrières réclamaient 10 % ? Le maintien du plan Juppé que les cheminots et d'autres combattants en 1995, aux côtés des militants du PCF et de ses élus – alors que les élus du PS étaient notoirement absents ?

À moins qu'il ne pense à la loi sur les 35 heures, applicables pour l'an 2000

et 2002, en supposant que le patronat accepte, et qui, de toute façon, ne concernerait que le tiers des salariés ? Ou qu'il ne s'agisse des emplois jeunes qui sont sans doute mieux que rien pour ceux qui en bénéficient – pour l'instant 60 000 aux dires du gouvernement lui-même – mais qui ne représentent qu'une goutte d'eau par rapport à l'ampleur du chômage et de la précarité, sans d'ailleurs que le patronat y ait le moins du monde contribué ?

De toute façon la balance n'est pas égale entre ce que ce gouvernement a réalisé au détriment du monde du travail et ce qui est « engagé » – engagé seulement – en sa faveur. Et elle l'est encore moins si l'on considère ce qu'il serait nécessaire de faire, de toute urgence, pour empêcher que la misère grandisse, et avec elle la rancœur, puis la rancune de la population laborieuse à l'égard de cette prétendue gauche qui trahit une nouvelle fois ses espoirs.

Le PCF ne peut jouer indéfiniment avec les mots et pratiquer ce double langage, l'un destiné au bon peuple pour lui faire croire qu'il n'est pas totalement aligné sur Jospin et le PS, et un autre destiné à assurer ces derniers de la fidélité gouvernementale des ministres et de la direction du PCF, sans que cela se retourne contre ceux qui se livrent à une telle pratique. Que cela se retourne contre Hue et ses partisans, ce ne serait que la rançon de leur choix. Sans compter que, comme récemment Fiterman, nouvel adhérent – pas de base – du PS, ils ont parfois de confortables points de chute. Mais ça n'est pas le cas des militants ouvriers du PCF ni celui de ses sympathisants, et plus généralement des travailleurs. Eux devront assumer les conséquences de cette politique, s'ils la laissent faire sans dire mot.

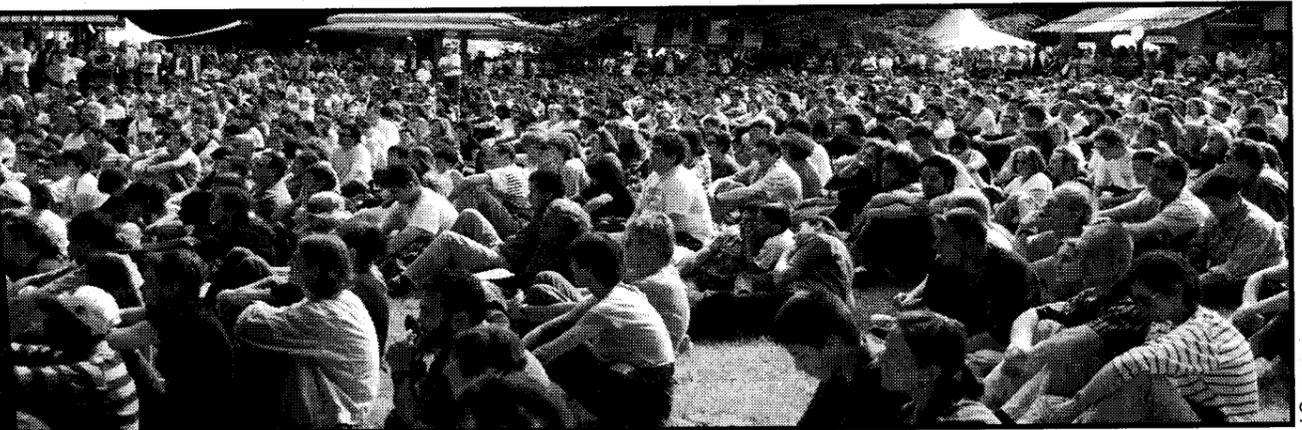
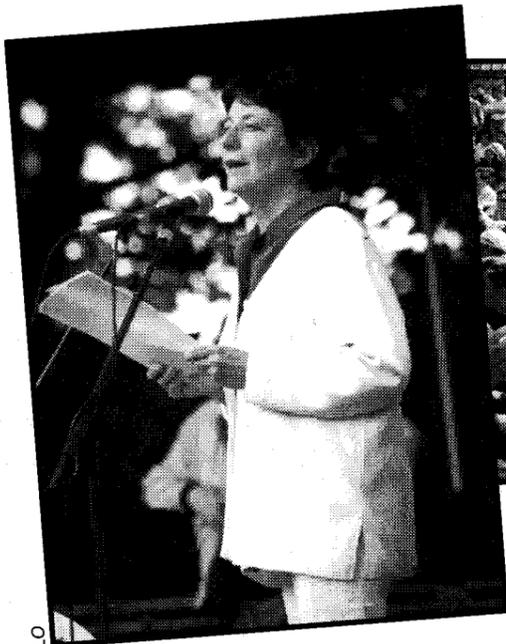
Hue explique, mais là encore ce ne sont que des discours, que « rien ne se fera de durable et de progressiste sans que les citoyens interviennent... » C'est vrai, sauf qu'il faut distinguer parmi ces citoyens, les « citoyens » patrons et exploités d'un côté, et les « citoyens » travailleurs et chômeurs de l'autre. Oui, il faut que les travailleurs interviennent pour imposer aux patrons et à ce gouvernement que les richesses des riches servent à résoudre les difficultés des populations laborieuses. Mais on ne peut pas compter sur Hue et sur ceux qui font semblant d'être assis entre deux chaises, deux fauteuils ministériels devrait-on dire, pour aller dans cette direction !

Jean-Pierre VIAL

30, 31 mai
1er juin 1998

LA FÊTE EN IMAGES

LA FÊTE,
UN SUCCÈS POPULAIRE
QUI ATTESTE DE LA VITALITÉ
DE NOTRE COURANT



« Quelques
craquements
dans la gauche
plurielle »

Parlant des promesses non tenues vis-à-vis des « sans-papiers », Arlette Laguiller a expliqué :

« Cette politique, le Parti Socialiste la paiera et risque de la faire payer à tous car c'est cela qui, dans le contexte du chômage, favorise le Front National.

Voilà pourquoi, si le Parti Socialiste, et plus généralement la gauche plurielle, continue de décevoir jusqu'à la fin de la législature, cette déception désarmera les travailleurs face à une droite qui reviendra au pouvoir. Heureusement que, pour le moment, la droite française est toujours la droite la plus bête du monde, surtout avec ses affiches ridicules qui font appel aux Gauloises et aux Gaulois.

Mais le Parti Socialiste peut tenter de se donner une image de rempart contre l'extrême droite, cela n'enlève rien à sa responsabilité majeure dans les progrès de l'influence de l'organisation lepéniste.

Mais tout cela, et c'est heureux, provoque quelques craquements

dans la gauche plurielle, en particulier du côté du Parti Communiste.

Ces craquements, ils sont dus au fait que la combativité de la classe ouvrière, même déformée par le réformisme des centrales syndicales, n'a pas encore complètement disparu. Du coup, le Parti Communiste, pour ne pas perdre tous ses militants et tout son électoralat populaire, fait mine de ruer dans les brancards.

Robert Hue demande, mais à genoux, à Lionel Jospin d'aller plus vite, de faire des gestes plus forts, mais sans préciser plus vite vers quoi, et plus fort contre qui. A moins – comme il est probable – que Robert Hue ne demande que des aumônes symboliques. Mais Jospin continuera la même politique car il n'est pas au service de l'électorat de gauche, mais au service de la bourgeoisie. Comme l'était Mitterrand, et comme les ministres de Mitterrand l'ont été. Ils n'ont qu'une envie, c'est ressembler à des ministres de droite, à des hommes d'Etat de la bourgeoisie ! »

Extrait du discours
d'Arlette Laguiller à la fête
de Lutte Ouvrière, le dimanche
31 mai 1998

Cette année, avec environ 35 000 entrées, la fête de Lutte Ouvrière a été un vrai succès.

Les habitués étaient au rendez-vous, en nombre, heureux d'être là d'autant que, pour tous, l'assistance dépassait de façon visible l'affluence des années précédentes. Car nombreux étaient ceux qui venaient pour la première fois à notre fête. La présence du « camarade soleil », qui nous boudait les années précédentes, a ajouté à l'ambiance joyeuse et détendue, permettant à nombre de participants de s'attarder, ajoutant au plaisir, à la décontraction, à la variété qui marquaient ces trois jours.

Au moment des discours de notre camarade Arlette Laguiller, mais aussi des forums animés en permanence, des débats avec la LCR et la Gauche communiste du PCF, l'assistance nombreuse attestait de l'intérêt et de l'accord avec nos idées et notre combat. Cela était également attesté par les discussions animées autour des stands tenus par des camarades d'entreprise de toutes les régions. Bien des militants, des sympathisants, des visiteurs sont repartis avec plus d'espoir au cœur en voyant ces milliers de jeunes participant à l'organisation de la fête, à son fonctionnement, à son animation.

Oui, notre courant, certes minoritaire mais dont les récents résultats électoraux montrent qu'il rencontre un écho grandissant, se développe, vit et agit. Cette fête l'a montré, dans la joie, la bonne humeur et l'humour. L'ambiance fraternelle vécue pendant ces trois jours, les participants ne sont pas près de l'oublier. Et si cela a permis à ceux qui ne nous connaissaient pas, ou peu, de mieux comprendre ce que nous sommes et ce que nous voulons, nous nous en réjouissons. Nous ne disons pas « à l'année prochaine » mais « à bientôt, à nos côtés » à tous ceux qui le souhaitent !

« Seule la résurgence des luttes sociales pourra mettre un terme à la voracité du patronat »

« Alors oui, reprise ou pas, la répartition du revenu national entre ceux qui créent les richesses – les travailleurs – et ceux qui les exploitent n'a jamais été seulement une question de conjoncture économique. Cela a toujours été une question de lutte. Cette fameuse lutte de classes que les politiciens comme la presse bien pensante nient pour cacher le fait que le patronat, lui, la mène et l'a toujours menée !

Pour amener le patronat à créer les emplois qui manquent, tous les gouvernements qui se sont succédé ont préconisé des politiques qui se voulaient incitatives.

Plusieurs centaines de milliards sont dépensés tous les ans par l'Etat, par les collectivités locales pour subventionner les entreprises, pour alléger leurs charges sociales, pour adoucir leur fiscalité déjà clémentement, pour leur offrir des terrains gratuits.

Tout cela a conduit à un endettement considérable de l'Etat. Et pour quel résultat ? Aucun. Le patronat s'est contenté d'empocher les cadeaux énormes sans créer de nouveaux emplois, et pire encore en détruisant ceux qui existaient encore.

La faillite de cette politique est aveuglante. Et, si aucun gouvernement, pas même celui de la gauche plurielle aujourd'hui au pouvoir, n'en a tiré les conclusions qui s'imposent, c'est qu'ils sont tous, sans exception, à plat ventre devant le patronat.

On ne peut pas compter sur le gouvernement pour améliorer une situation sociale dramatique pour

les travailleurs. Mais c'est cette situation elle-même qui finira par pousser à bout les travailleurs, les classes populaires, les chômeurs. La colère du monde du travail finira par éclater un jour ou l'autre. Seule la résurgence des luttes sociales pourra mettre un coup d'arrêt à la voracité du patronat !

Regardez comment même les catégories de salariés qui passent pour être les plus favorisées, comme les pilotes de ligne, en viennent à cette conviction !

Depuis quelques jours, il y a un véritable matraquage dans la presse écrite et parlée pour dénigrer les pilotes de ligne qui ont envisagé de faire grève pendant le grand cirque du Mondial. Les pilotes sont bien payés, mieux que les smicards certes. Mais aucun salarié à qui on propose de réduire son salaire, alors que son entreprise fait des bénéfices, ne peut l'accepter sans réagir.

Et puis, il ne faut pas oublier que, quand les cheminots sont en grève, les mêmes journalistes disent aussi d'eux qu'ils sont privilégiés. Et, pour n'importe quels salariés en grève, ils n'oublient pas de prétendre que ceux qui ont du travail ne devraient pas se plaindre, même si ce sont des balayeurs à temps partiel qui gagnent moins que le SMIC !

Alors, Coupe du monde ou pas, un salarié est un salarié, et un exploitateur, un exploitateur. Ce sont deux camps différents et irrémédiablement opposés. Et le nôtre est du côté des salariés, et pas du côté de ceux qui sont surtout préoccupés

de faire de l'argent à l'occasion du Mondial et qui s'inquiètent de leur éventuel manque à gagner...

Alors, à infiniment plus forte raison, il n'y a pas d'autre voie de salut que la lutte pour la grande masse du monde du travail, pour tous ceux qui n'en peuvent plus et qui ont toutes les raisons d'être révoltés par l'enrichissement inimaginable des détenteurs de capitaux, par tout le climat d'affairisme, de corruption, d'argent facile, de cela alimente dans la bourgeoisie, petite et grande, et parmi la valetaille politique à son service.

Nous les révolutionnaires, pas plus que quiconque, nous n'avons les moyens de susciter la réaction collective indispensable des travailleurs, ni même de la prévoir. Ce ne sont jamais les révolutionnaires qui provoquent les explosions sociales mais les exploitateurs eux-mêmes par leur arrogance, par leur avidité.

Ce qui est par contre en notre pouvoir, c'est de défendre et de populariser les objectifs sur lesquels les travailleurs auront intérêt à se battre demain pour que leurs luttes changent réellement le rapport des forces. Ils imposeraient alors que le patronat ne puisse pas s'en sortir par des concessions superficielles, comme il a pu le faire il y a trente ans, après la grande vague de grèves de mai 68. »

Extrait du discours d'Arlette Laguiller, le samedi 30 mai à la fête de Lutte Ouvrière

« notre internationalisme est inséparable de nos convictions communistes »

« Nous avons la conviction que la société capitaliste, une société qui crée en permanence la misère pour le plus grand nombre afin de permettre à une petite minorité d'accumuler du profit, ne représente pas l'avenir de l'humanité, mais qu'elle est d'ores et déjà dépassée car génératrice de crises et de misère.

La prospérité d'une puissance impérialiste comme la nôtre, basée sur l'exploitation de sa propre classe ouvrière, est aussi basée sur l'exploitation féroce des pays sous-développés, par le pillage direct ou par l'intermédiaire du marché mondial. Ce que l'on désigne sous le nom pudique de sous-développement est la conséquence du pillage des pays pauvres auxquels les capitalistes des pays riches extorquent à bas prix des matières premières et les produits agricoles.

Ces peuples sont obligés de produire, avec des revenus et des salaires de famine, pour le marché capitaliste mondial, en abandonnant des cultures vivrières qui pourraient au moins les nourrir. Et ils doivent livrer leurs produits à très bas prix aux trusts capitalistes qui dominent l'import-export.

On parle hypocritement de « pays en développement » alors qu'en réalité, l'écart entre ces pays et les pays industriels ne diminue pas au fil des années mais s'accroît de plus en plus.

C'est cette situation que maintiennent les dictateurs autochtones, bourreaux de leurs peuples, subventionnés, armés et dont certains sont, le cas échéant, directement protégés par notre propre gouvernement.

C'est de cette exploitation et de la misère qu'elle entraîne que découlent les affrontements ethniques, les massacres et les génocides qui ne sont pas la cause du sous-développement mais son produit.

Les quelques rares révélations qui ont filtré sur le génoci-

de qui s'est déroulé au Rwanda suffisent pour montrer la responsabilité majeure, directe, de notre impérialisme. Cela n'empêche pas « nos » militaires, « nos » gouvernements, parmi lesquels « nos » socialistes, de parler de barbarie à propos de ce qui s'est passé au Rwanda, au Libéria ou dans d'autres pays d'Afrique. Les responsables locaux de ces massacres, ceux qui se salissent les mains, sont des crapules. Mais les véritables barbares, eux, sont ici, dans les bureaux feutrés des conseils d'administration des grandes sociétés capitalistes, dans les institutions officielles de la République, comme au sommet de l'État, dans tout cet appareil qu'on nous présente comme le garant de la démocratie alors que son ossature n'est finalement, en dernière analyse, que l'état-major d'une bande armée au service du grand capital.

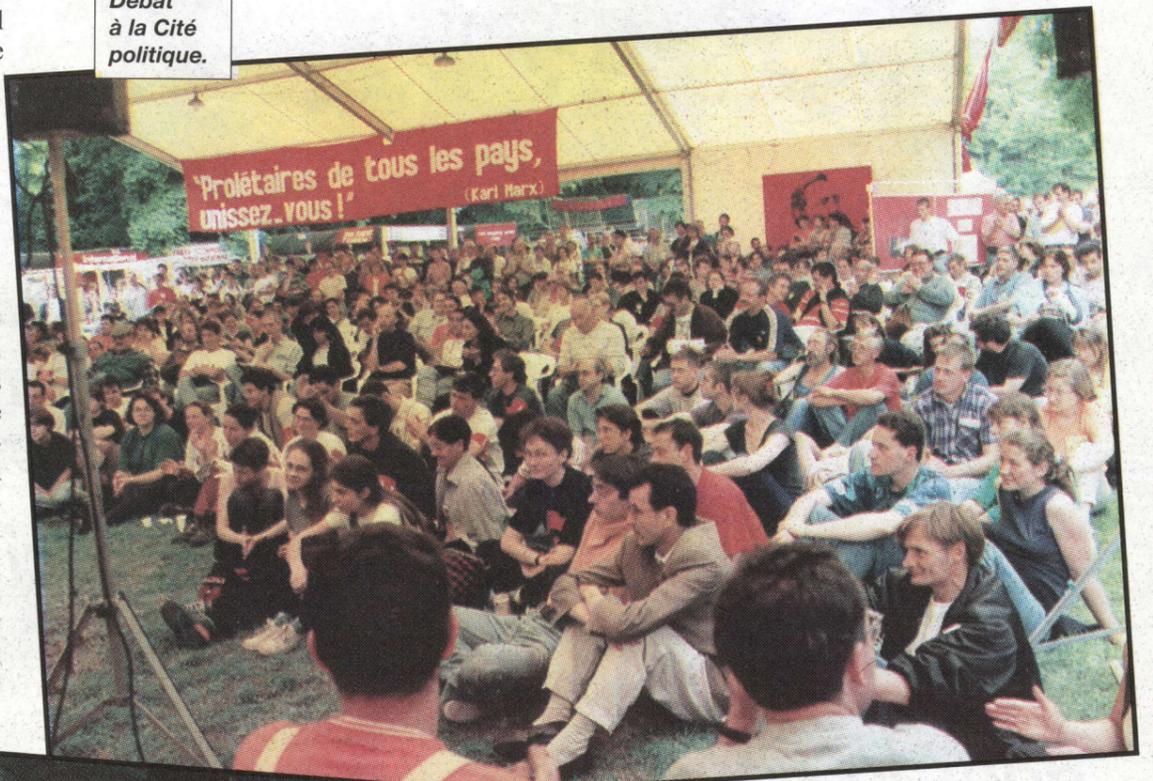
Oui, nous sommes communistes parce que nous pensons que cette organisation sociale n'est, ne peut pas être l'avenir de l'humanité. Nous sommes communistes parce que nous avons la conviction que cette société injuste et inhumaine laissera inéluctablement la place, à l'échelle du monde, à une société communautaire. »

Extrait du discours d'Arlette Laguiller à la fête de Lutte Ouvrière, le lundi 1^{er} juin 1998



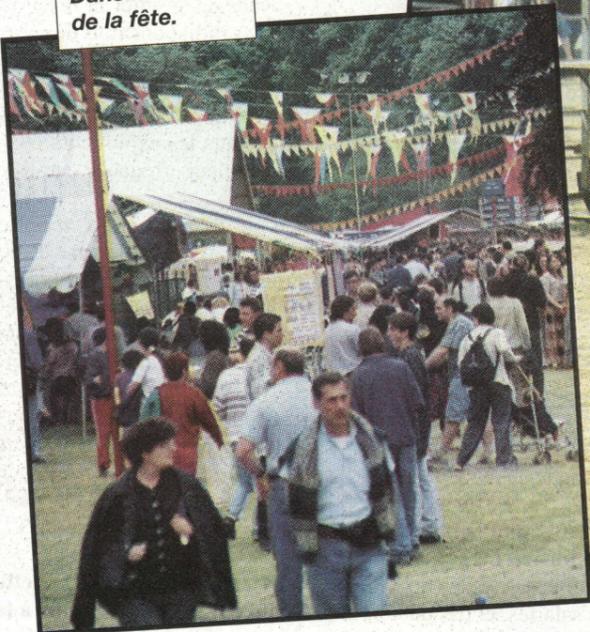
Une pause-café au stand turc.

Débat à la Cité politique.



La fanfare des Tons Chromés.

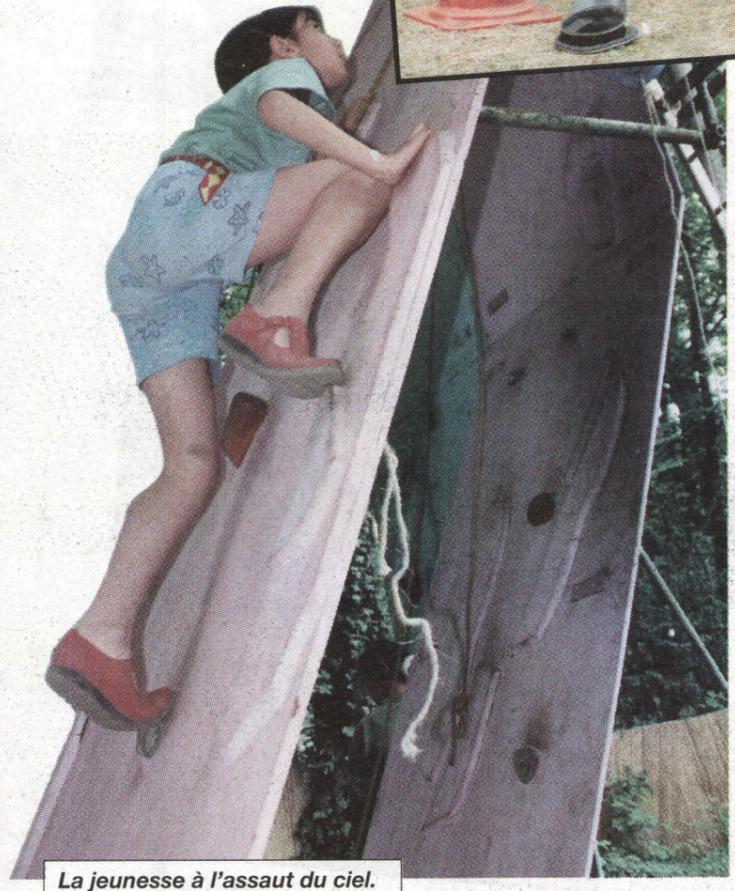
Dans les allées de la fête.





Chaque jour de nombreuses animations dans les allées.

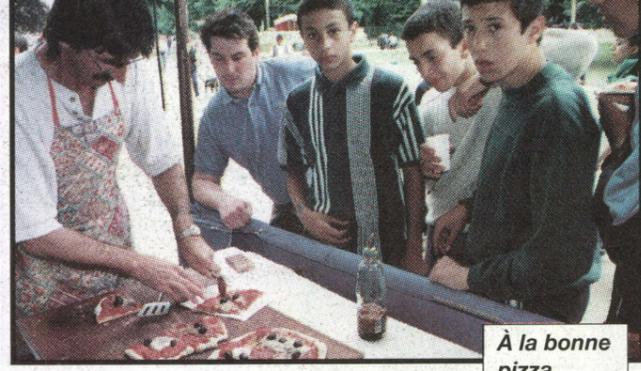
L'occasion de chanter quelques chants du mouvement ouvrier.



La jeunesse à l'assaut du ciel.



À l'entrée du chapiteau, des expositions scientifiques.



À la bonne pizza...

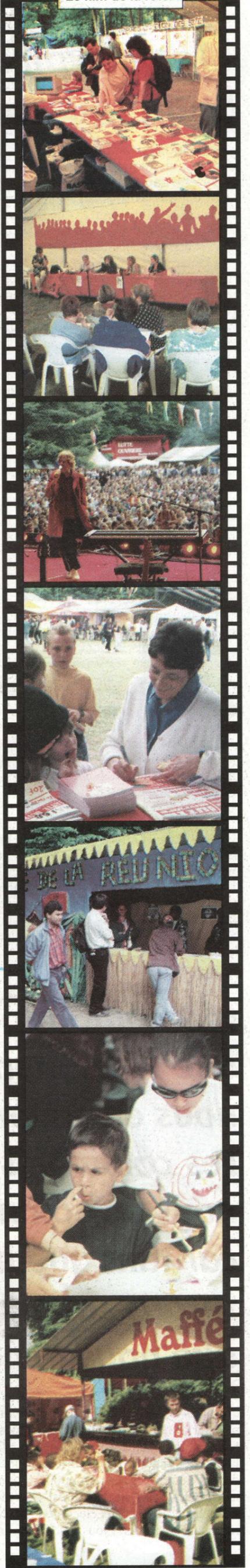


Une exposition au stand de l'UATCI.



Le clown et le bébé.

Le film de la fête.



Photos :
Lutte Ouvrière

« Les travailleurs n'ont pas à se battre au nom du nationalisme »

À propos de la création de la monnaie unique européenne, Arlette Laguiller a affirmé :

« Ce n'est pas nous, les communistes, qui allons regretter que les frontières s'effacent, même si ce n'est que partiellement.

Les travailleurs n'ont certainement pas à regretter ces frontières, dessinées au hasard de l'histoire, qui découpent le continent en mosaïque d'Etats nationaux dont certains sont minuscules, et au nom desquelles, au cours de guerres fratricides, on a dressé si souvent les uns contre les autres des peuples dont le destin est pourtant de vivre ensemble.

Les travailleurs n'ont certainement pas à regretter qu'avec la disparition des monnaies nationales, les gouvernements nationaux perdent – il est vrai, en principe seulement – le droit de manipuler leurs monnaies ou que les spéculateurs internationaux ne puissent pas jouer le mark allemand contre la lire italienne, ou le franc français contre la peseta espagnole.

Les travailleurs n'ont certainement pas non plus à pleurer parce que ce n'est plus la Banque de France qui dictera ses valeurs au gouvernement mais une banque centrale située en Allemagne et présidée par un Hollandais qui dictera les siennes à toute l'Europe.

Car la Banque de France n'a jamais été celle des travailleurs, mais celle du grand capital dont, depuis bien longtemps, les ramifications sont internationales.

[...] Mais, ce qu'il y avait de progressiste dans l'Union Européenne n'est qu'un côté de la médaille. L'autre face de cette pièce d'un euro, c'est qu'il n'a pas été créé dans l'intérêt des peuples, mais dans l'intérêt du grand capital, contrairement à ce que racontent les défenseurs bourgeois de cette Europe.

L'Union Européenne est devenue nécessaire et possible parce que les trois principales puissances impérialistes de l'Europe, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, ne font pas le poids face aux Etats-Unis et au Japon. Elle s'est imposée depuis la disparition des empires coloniaux et parce que, eu égard à la puissance des forces économiques actuelles, les marchés intérieurs des ridicules Etats d'Europe sont trop petits.

L'Union Européenne n'a pas supprimé la concurrence et les rivalités même entre bourgeoisies européennes, elle reste une association de brigands capitalistes, rivaux entre eux mais contraints de s'unir et d'unifier leurs marchés pour défendre leurs profits contre plus forts qu'eux. [...]

Certains craignent que la monnaie unique aggrave les choses pour les travailleurs. C'est évidemment possible !

Mais la situation des travailleurs s'est considérablement aggravée bien avant que le projet même d'une monnaie unique ait été sérieusement envisagé. Les fermetures d'entreprises, les licenciements, la précarité, l'abaissement considérable des conditions d'existence des travailleurs ne sont dus ni à l'effacement récent des frontières ni à l'euro encore en projet !

La détérioration des conditions d'existence des travailleurs est due à une crise dont le début a au moins un quart de siècle, c'est-à-dire à une crise permanente représentant le mode d'existence du marché capitaliste. Pas plus que l'argent n'a d'odeur, le capital n'a de nationalité. Et les travailleurs n'ont certainement pas intérêt à se battre au nom du nationalisme qui est, non seulement une idée réactionnaire, mais qui en plus suggère que les travailleurs ont des intérêts com-

muns avec leur propre bourgeoisie et qu'en revanche, les travailleurs des autres pays sont leurs adversaires et, en tout cas, des concurrents.

[...]

Eh bien, que les bourgeois unifient donc l'Europe, même à leur façon !

Les travailleurs s'en servent pour s'unir d'un pays à l'autre et pour mener le combat de l'avenir pour la transformation de l'ordre économique et social. Et de ce combat, surgira – j'en suis convaincue – une Europe totalement unifiée avec des peuples librement associés en une seule communauté de plusieurs centaines de millions de personnes, sans mur de quelque nature que ce soit entre les hommes et les économies !

Une Europe qui ne sera pas repliée sur elle-même mais ouverte aux autres continents, avec des économies associées non pas sur la base de l'exploitation de régions ou de continents sous-développés par les pays développés, mais sur la base de l'égalité et la conscience de la communauté des intérêts. Car il est faux que l'Europe ne puisse pas aider l'Afrique, par exemple, à sortir du sous-développement. Nous avons des bras et des compétences inutilisés, nous pourrions aider les peuples d'Afrique à produire ce qui leur manque du point de vue alimentaire, si nos exploiters ne les exploitaient plus.

Nous pourrions leur fournir, y compris avec leur aide, de nos propres usines, les produits industriels qui leur manquent. Ce n'est pas utopique, ce serait simplement rationnel, et cela se fera, un jour, le plus proche possible, je le souhaite. »

Extrait du discours d'Arlette Laguiller à la fête de Lutte Ouvrière, le lundi 1^{er} juin 1998

« Le combat politique que nous menons, nous en sommes fiers. Les calomnies aussi nous en sommes fiers, car tant que nous serons calomniés, c'est que nous gêrons »

« Je salue toutes celles et ceux qui nous connaissent bien ! Et merci à ceux qui sont là pour la première fois malgré la fraction de la presse qui nous traite de secte depuis notre progression, pourtant modeste, à l'élection présidentielle de 1995 et aux élections régionales récentes ! Nous susci-

tons la curiosité mêlée d'hostilité de certains journalistes qui ne nous aiment pas. (...)

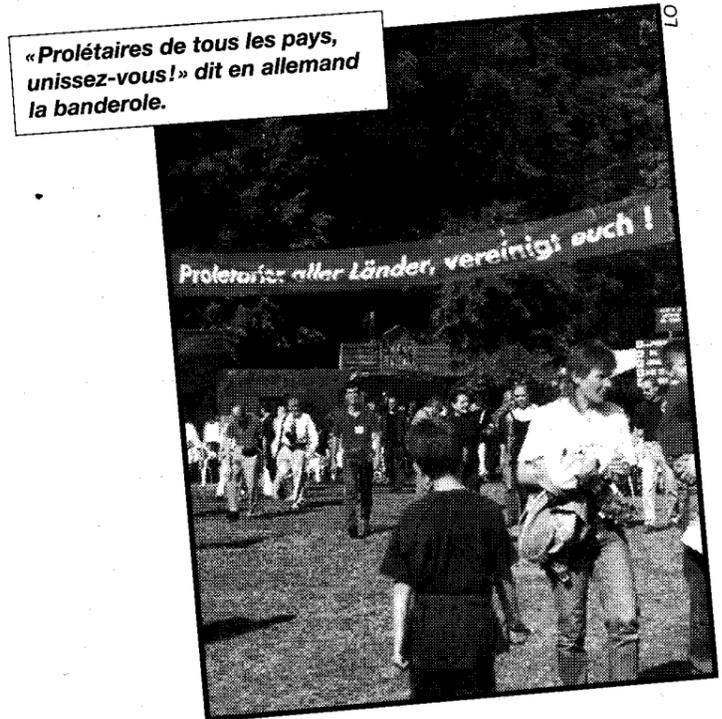
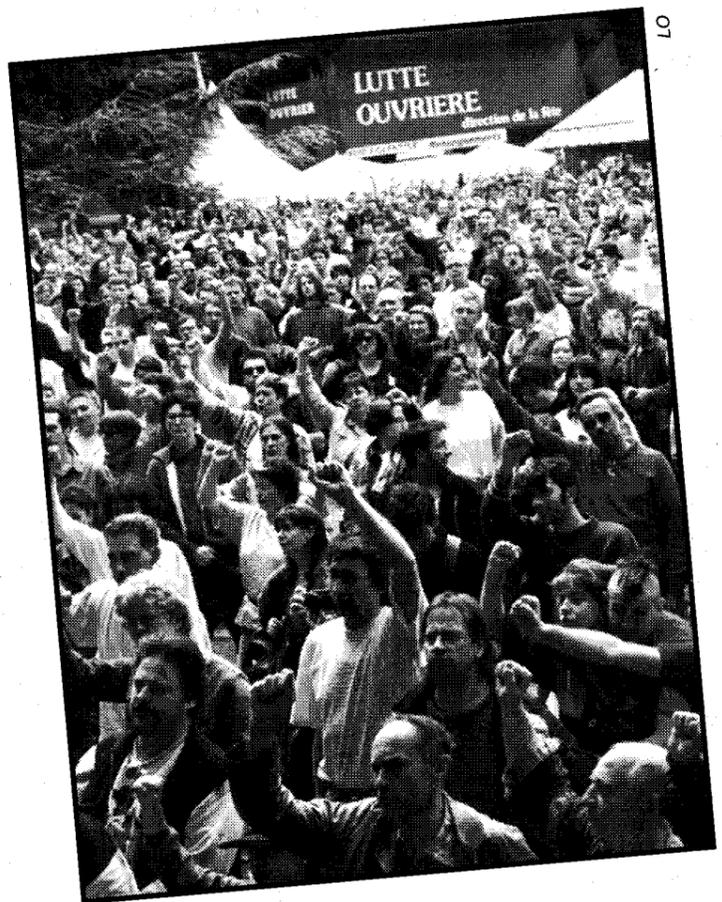
Des calomnies, des médisances, nous en avons l'habitude, comme en a eu l'habitude le mouvement ouvrier dans le passé.

Mais je profite de l'occasion pour dire qu'à Lutte Ouvrière, il

n'y a pas de chef, il n'y a pas de patron, et encore moins de gourou. Et, contrairement à ce que certains journaux écrivent, je ne suis manipulée par personne.

Il y a une direction collective qui est élue démocratiquement tous les ans. Il n'y a pas beaucoup de partis qui peuvent en dire autant. C'est cette direction collective qui m'a désignée comme porte-parole de notre organisation et qui me reconfie cette responsabilité tous les ans.

Certains de nos dirigeants sont connus de la presse, d'autres ne le sont pas. Un très grand nombre de nos militants et de nos sympathisants sont connus de leur entourage et de leurs camarades de travail, mais d'autres ne le sont pas. Cela stupéfie des journalistes particulièrement ou, devrais-je dire, socialement bornés et aveugles. Oui, nombre de nos militants et de responsables de notre organisation ne peuvent pas se faire connaître car la répression patronale existe dans les entreprises, même envers les syndicalistes qui sont relativement protégés.



« Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! » dit en allemand la banderole.

Nous sommes la seule organisation d'extrême gauche et même de gauche à publier régulièrement, au nom de Lutte Ouvrière, des journaux d'entreprise qui sont des organes politiques et qui se revendiquent du communisme. Eh bien, nous en sommes fiers !

Chaque quinzaine, ces journaux d'entreprise dénoncent les faits et les méfaits, les iniquités et les injustices. (...)

De tout cela, que savent les journalistes qui nous critiquent pour ce qu'ils appellent notre « goût du secret » ? Que savent-ils de ce que risque un travailleur dans son entreprise pour la simple circulation interne d'un tract politique ?

Croient-ils donc qu'un jeune qui cherche du travail peut dire, lors de son entretien d'embauche, qu'il sympathise avec les idées de Lutte Ouvrière et, à plus forte raison, qu'il en fait partie ?

Croient-ils donc qu'un intérimaire peut annoncer tranquillement, dans son entreprise, son appartenance à Lutte ouvrière ? Imaginent-ils seulement que, s'il

le faisait, non seulement il ne garderait pas sa place mais il serait immédiatement sur une liste noire dans toutes les boîtes d'intérim de sa ville ou de sa région ?

Voilà la réalité, voilà pourquoi nous protégeons une partie de nos camarades, et là encore nous en sommes fiers.

(...) Camarades et amis, le combat politique que nous menons, nous en sommes fiers. Nous sommes fiers des pressions qui s'exercent sur nous. Les calomnies aussi, nous en sommes fiers car, tant que nous serons calomniés, c'est que nous gêrons !

C'est pourquoi je remercie ceux des journalistes qui, même s'ils ne nous donnent pas aussi souvent que je le souhaiterais la parole, font au moins sérieusement leur métier en posant les problèmes politiques et ne se transforment pas en paparazzi ragotiers. »

Extrait du discours d'Arlette Laguiller, le samedi 30 mai 1998, à la fête de Lutte Ouvrière

Israël

LA GANGRÈNE

« La torture des détenus palestiniens est devenue une routine », estime la principale organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme israélienne, Betsalem, dans un rapport qui dénonce les méthodes employées lors des interrogatoires par le Shin Beth, les services secrets israéliens. Ce rapport était destiné à faire intervenir la Cour suprême israélienne qui examine depuis mercredi 20 mai six requêtes sur cette question.

Chaque année, au moins 850 prisonniers palestiniens sont ainsi torturés avec des méthodes et des techniques que les policiers du monde entier se refilent les uns aux autres et qui ont toutes en commun de laisser le moins de traces possible sur ceux qui en sont victimes : tête enfermée dans un sac serré au cou, insultes, menaces de mort, prisonniers installés dans des positions intenable sur des tabourets, journées sans sommeil (jusqu'à cinq jours de suite), musique assourdissante 24 h sur 24. La technique la plus sordide – elle a déjà tué – consiste à frapper la poitrine du détenu de façon répétée tandis que sa tête est projetée d'avant en arrière.

Et, comme pour essayer de détruire toute humanité chez les détenus, ils sont maintenus dans un isolement complet, dans des cellules petites et très sales. Ils n'ont pas le droit de changer de vêtements et doivent manger avec leurs doigts dans les toilettes.

Il y a déjà une dizaine d'années que ces méthodes sont connues, à la suite de la publication d'un autre rapport, le rapport Landau. Ce rapport autorisait les tortionnaires du Shin Beth à user de « pressions physiques modérées », un délicat euphémisme pour des pratiques qui, même à petite dose, relèvent déjà de la barbarie !

Le nouveau rapport ajoute donc que, sur 1 000 à 1 500 Palestiniens interrogés chaque année, au moins 85 % subissent ces tortures. Mais, merveille de la démocratie, depuis un an, un médecin est mobilisé pendant ces interrogatoires. En théorie, il peut, nous dit-on cyniquement, intervenir pour empêcher ce qu'on appelle pudiquement « l'accident ». Car la torture en Israël est réglementée par la justice. C'est même le seul pays au monde où il existe un semblant de loi autorisant son usage dans certains cas.

Bien sûr, même s'ils ne l'écrivent pas noir sur blanc, les autres États sont prêts à avoir recours à la torture quand ils le jugent nécessaire. L'État français, ici, ne s'en est pas privé pendant la guerre d'Algérie. Et l'État israélien, comme l'État français hier, justifie aujourd'hui le recours à ces méthodes par les nécessités de la lutte contre le terrorisme. Une justification d'autant plus fallacieuse que bien des Palestiniens qui sont passés entre les mains de la DST israélienne ont souvent ensuite été relâchés, sans être poursuivis, car l'État israélien n'avait en fait rien d'autre à leur reprocher que d'être palestiniens.

Le recours à ces méthodes barbares dans la sale guerre que l'État israélien mène depuis cinquante ans à la population palestinienne n'empêche pas cet État de prendre la pose démocratique. Il a signé, par exemple, une convention des Nations Unies contre la torture, qui interdit toute action destinée à provoquer des « souffrances ou des douleurs graves ». Mais, visiblement, c'est destiné aux autres États !

Jacques FONTENOY

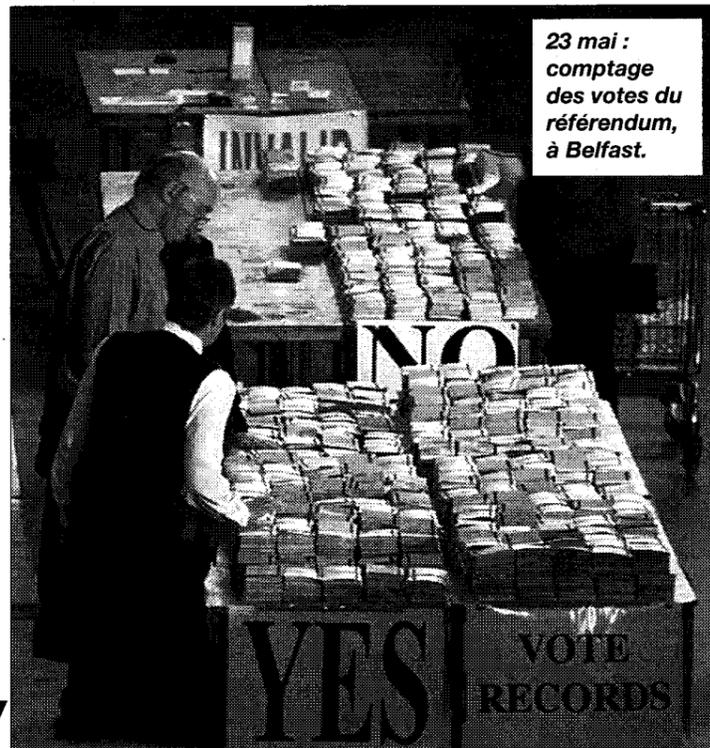
Irlande du Nord

APRÈS LA GRAND-MESSE DE LA PAIX, LES MANŒUVRES POLITIENNES

À peine les célébrations de la victoire du « oui » au référendum du 22 mai étaient-elles terminées, que les différents partis se sont mis à préparer fiévreusement les élections à la nouvelle Assemblée d'Irlande du Nord, prévues par l'accord de paix pour la fin juin.

Le mode de scrutin prévu pour ces élections est un scrutin proportionnel dans le cadre de circonscriptions ayant chacune six élus. En fait, c'est un système compliqué où les électeurs votent pour six candidats et, pour chacun d'eux, indiquent un deuxième choix. Lors du dépouillement, les candidats les plus mal placés sont éliminés les uns après les autres et les deuxièmes choix exprimés par les électeurs qui ont voté pour eux sont ajoutés aux voix des candidats restant en lice, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne reste plus que les six candidats requis pour remplir les postes de la circonscription.

Sur le plan des élus, ce mode de scrutin est plus favorable aux grandes formations qu'aux petites, dans la mesure où il faut en moyenne de l'ordre de 12 à 15 % de voix pour être élu. Mais en même temps, les consignes de vote données par chaque candidat perdant à ses électeurs pour leur second choix pèsent pour départager les candidats les mieux placés. D'où toutes sortes de combinaisons possibles entre les partis pour marchander les consignes de deuxième choix de leurs candidats les moins bien placés. D'où aussi la possibilité de candidats qui se présentent dans le seul but de négocier leurs consignes de second choix contre une place dans une municipalité ou une



23 mai : comptage des votes du référendum, à Belfast.

administration... Ce sont là des pratiques que les politiciens d'Irlande du Nord connaissent bien car ils les ont vu utilisées depuis longtemps par leurs collègues de République d'Irlande.

Mais du coup, on a pu voir ce que valaient les grandes déclarations de principe de ces messieurs. Cela a commencé par l'offre faite par un leader de Sinn Fein, le parti du nationalisme irlandais, d'un accord avec le SDLP (Parti Travaille Social-Démocrate) le parti lié traditionnellement à l'Église catholique. Quelques heures plus tard, celui-ci faisait offre d'alliance au Parti Unioniste d'Ulster, qui représente les privilégiés protestants. Puis on apprenait que des candidats se présenteraient sous l'étiquette du « Nouveau Travailisme » de Tony Blair (alors qu'officiellement les travaillistes anglais ont renoncé à présenter des candidats en Irlande du Nord depuis bien longtemps) et qu'ils recherchaient des partenaires pour former une alliance. Depuis, les offres succèdent aux contre-offres, les annonces aux démentis et se mettent à apparaître ici et là de multiples « partis » inconnus à ce jour.

Dans ce panier de crabes politicien, l'électorat ouvrier doit avoir bien du mal à s'y retrouver. En particulier, ceux qui, dans les ghettos catho-

liques, croient encore à l'objectif d'une « Irlande unifiée, républicaine et socialiste » dont se revendique toujours Sinn Fein, ont dû trouver dure à avaler la pilule de l'alliance avec le SDLP. Car ce parti reste pour eux, et à juste raison, le parti des nantis, partisan de la collaboration avec la bourgeoisie britannique et l'establishment protestant, sur le dos de la population pauvre des ghettos.

Mais justement l'avenir que prépare le règlement politique en cours n'a rien à voir avec les grands discours sur la paix et le sort des générations futures qu'on entend depuis des mois. Cet avenir, il est au contraire préfiguré par ces minables combines politiciennes où chacun s'assoit allégrement sur ses principes, pour autant qu'il en ait, en tentant de tirer la couverture à soi au détriment du voisin, et de se ménager le maximum de postes.

C'est une leçon de choses politique à laquelle la classe ouvrière d'Irlande du Nord, catholique aussi bien que protestante d'ailleurs, est en train d'assister. C'est la démonstration qu'il n'y a rien à attendre de ces politiciens divers, pas plus des chevaux de retour que des hommes « nouveaux » ; ceux-ci, issus de l'IRA (ou des milices protestantes) et qui hier encore maniaient le AK47 et le Semtex, sont en train de montrer que, sous leurs airs radicaux, leur seul objectif politique était en fait de se tailler une place à la mangeoire autour de laquelle ils se bousculent tous aujourd'hui.

François ROULEAU

LES RÉACTIONS DANS L'ENTREPRISE À LA GRÈVE DES PILOTES

Il y a peu, une précédente grève des pilotes avait éclaté lors du Festival de Cannes et la presse – déjà – avait voulu faire pleurer sur le sort des festivaliers bloqués à l'aéroport de Nice-Côte d'Azur. Cela avait fait sourire plus d'un ouvrier d'AFI ou d'AFM (les secteurs industrie et maintenance aérienne d'Air France) à Roissy, Orly ou Le Bourget.

Avec cette nouvelle grève, les réactions sont plus mitigées. Le Mondial ? Ce n'est pas vraiment ce qui inquiète, y compris chez les mordus du foot. En revanche, des travailleurs de certains services commerciaux et aussi ouvriers ont souvent commencé par réagir en reprenant l'idée, martelée par la direction, que « ce n'est pas le moment alors que la compagnie commence à se relever ».

Cette idée a été ressassée pendant des années par une direction qui affirmait qu'elle imposait des sacrifices à tous, le temps de remettre les choses en ordre... en laissant espérer que cela changerait ensuite. Cela a d'autant plus pris que la plupart des direc-

tions syndicales n'ont nullement dénoncé cette duperie et encore moins cherché à lui opposer auprès des travailleurs la nécessité de se défendre ensemble contre les attaques de la direction.

A cela s'ajoute le fait qu'il existe de grandes disparités de statut et de niveau de rémunération entre, par exemple, les navigants et les ouvriers d'entretien ou le personnel de piste. Ces différences, la direction s'est employée à les transformer en divisions en créant un esprit de corps dans certaines catégories de personnel, ce pour quoi elle a trouvé un appui dans des syndicats ouvertement corporatistes, chez les pilotes mais pas uniquement.

Bien sûr, depuis des années que les différents PDG mènent l'offensive contre les salariés de la compagnie, ils ont toujours essayé de jouer de ces divisions, notamment en évitant de prendre de front toutes les catégories de personnel en même temps, en laissant croire que les coups réservés aux uns seraient épargnés à tous les autres.



À Roissy-Charles-de-Gaulle, les avions en panne...

Dans le cas de cette grève, la direction met ainsi l'accent sur les 500 millions de francs qu'elle veut prendre sur les salaires des pilotes, mais elle se garde de trop parler des milliards d'économies qu'elle entend réaliser sur les autres salariés d'Air France.

Mais de cela, nombre de travailleurs ne sont pas dupes. On entend dire qu'après les pilotes, ce sera le tour des autres et que, fina-

lement, tout le monde aurait intérêt à ce que les pilotes gagnent. Cela, bien des travailleurs le sentent et ils le sentent d'autant plus que, régulièrement, sur les aéroports, dans les services commerciaux ou les ateliers, des travailleurs doivent se battre, manifester pour leurs salaires, pour l'embauche de CDD, contre la menace d'externalisation.

P. L.

UNE RÉUSSITE

Ce week-end, la direction a envoyé 4 200 télégrammes en télex aux pilotes avec injonction de se présenter au Planning, y compris pour ceux qui étaient au repos ou en vacances, sinon ils seraient considérés comme grévistes.

Résultat : même des pilotes en repos sont venus au Planning avec des pancartes proclamant « Nous sommes en grève ». Ça, c'est une direction efficace !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Air France Roissy)

AIR FRANCE, À VOTRE SERVICE !

Vous cherchez un petit boulot sans être obligé de vous présenter au bureau ; vous souhaitez une rémunération d'environ 30 000 F... À Air France, c'est possible. Il suffit pour cela de demander sa mutation au service DP. ME/10, dont la presse a un peu parlé ces derniers temps.

En plus, vous aurez la chance d'y côtoyer des célébrités : du fils Tiberi à quelques amis choisis de Mitterrand...

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière MI. VD-Orly)

FACE AUX JAUNES, ON VOIT ROUGE !

La semaine dernière, la direction a diffusé largement le télex suivant : « Un préavis de grève a été déposé pour vendredi 29 mai (pour le personnel au sol de) l'Escale d'Orly. L'Escale a besoin de renforts importants [...]. Les volontaires peuvent s'inscrire directement auprès de J.-P. Moille », suivait le téléphone, le portable du monsieur « antigreve ».

Certains ont été surpris. Mais de quoi ? La direction n'aime pas les grèves et elle aimerait bien les briser. Vu les banderoles mises à l'Escale par le personnel au sol en grève pour ses salaires et l'embauche de CDD, banderoles qui souhaitaient bon courage aux jaunes... la direction a surtout renforcé la détermination des grévistes.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière MI. VD-Orly)

DES « PRIVILÉGIÉS »... À 4 200 F PAR MOIS !

Un certain nombre d'entre nous parmi les PNC (hôtesses et stewards) ont été en grève, jeudi, vendredi et samedi derniers, pour dénoncer leurs conditions de travail en dégradation constante sur les moyen-courriers et le secteur Amérique. Mais aussi pour manifester notre désaccord avec la nouvelle grille de salaires et les manœuvres de la direction au niveau du recrutement : stage de formation d'un an pour les nouveaux (qui parfois ne sont pas embauchés) et qui finalement travaillent à plein temps, comme tout le monde, pour... 4 200 F par mois, et pour lesquels Air France profite d'une manne de 5 000 F par stagiaire et d'allègements sociaux.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Air France Roissy)

UNE CHRONIQUE EN RASE MOTTE

Dans le journal *Le Monde*, Pierre Georges, journaliste de son état, ironise et persifle. « Ils ont reçu un fameux renfort, les pilotes d'Air France, ces sentinelles volantes de la sociale. Arlette Laguiller est montée en ligne. Feu à volonté sur les exploiters du pauvre monde ! Et feu sur le Mondial » écrit-il dans son billet d'humeur quotidien. Et il poursuit : « Car, dit Arlette, on l'a entendue sur les radios de bord, et c'était un rien stupéfiant, Mondial ou pas, il y a des salariés, et il y a des exploiters ». Alors là, Pierre Georges ne se retient plus et lève les bras au ciel : « Certes, ces pilotes ne sont pas tout à fait des exploités. Ils sont parmi les mieux payés d'Europe ». C'est vrai. Personne ne le nie, pas plus les pilotes qu'Arlette Laguiller. Encore qu'ils ne le sont pas plus que certains journalistes-vedettes ou cumulards, ce qui n'est peut-être pas le cas de Pierre Georges, mais en tout cas celui de quelques-uns de ses confrères pour qui il manifeste plus d'indulgence que pour ces pilotes irresponsables et égoïstes. Mais il n'a jamais, à notre connaissance, éprouvé le besoin de clouer au pilori, d'une plume vengeresse, ces « non-exploités ».

Notre chroniqueur attentif à pourfendre l'injustice et l'aberration n'a cependant pas entendu qu'Arlette Laguiller avait aussi déclaré qu'elle voyait mal un salarié, quel qu'il soit, accepter que l'on diminue son salaire. Mais peut-être ignorait-elle qu'il en existait un... au Monde.

J-P V

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY

Dernières brochures parues :

- **Capitalisme et immigration** (N° 74 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 3 octobre 1997)
- **80^e anniversaire de la révolution russe** : Actualité du communisme face à la mondialisation capitaliste (N° 75 - Meeting avec Arlette Laguiller le 7 novembre 1997)
- **Le peuple algérien face à la barbarie islamiste et à la dictature des militaires** : les responsabilités de l'impérialisme français (N° 76 - exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 décembre 1997)
- **Pouvoir central, pouvoirs régionaux et locaux... et contrôle populaire** (N° 77 - exposé du Cercle Léon Trotsky du 30 janvier 1998)

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

LA GRÈVE DES PILOTES D'AIR FRANCE

Le lundi de Pentecôte, Air France n'a pratiquement pas pu assurer de vols. La direction s'attendait à ce que cette grève soit massivement suivie et avait d'ailleurs annoncé par avance dans la presse qu'elle devrait annuler entre 75 et 90 % de ses vols long- et moyen-courriers, et cela jusqu'au jeudi 4 juin.

LA PRESSE, LA GAUCHE ET LA DROITE SOUTIENNENT LA DIRECTION

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les pilotes aient été nombreux à faire grève car Air France veut baisser leurs salaires de 15 %. Mais si la compagnie a elle-même souligné l'ampleur d'une grève éclatant à quelques jours de l'ouverture de la Coupe du monde de football, c'est qu'elle espérait ainsi monter une opération anti-grévistes dans l'opinion publique. Et il est un fait que la presse ne lui a pas ménagé son soutien.

Le Parisien du 30 mai a fait son gros titre sur « Le chantage au Mondial des pilotes : Pentecôte noire dans

les aéroports ». Impossible d'ouvrir une radio, une télé, un quotidien, sans subir des commentaires s'alignant sur la direction d'Air France.

Même chose du côté des partis politiques : comme à son habitude, la droite a dénoncé les grévistes « prenant les passagers en otages ». A gauche, Jospin a fait donner plusieurs ministres : celle du Travail, Martine Aubry, s'en est prise aux « agissements irresponsables » des pilotes ; celui des Transports, Gayssot, a appelé direction et syndicats de pilotes à reprendre les négociations... Comme si ce n'était pas la direction d'Air France qui prenait en otages les pilotes – et les autres salariés de la compagnie – avec de nouvelles attaques contre leurs salaires qui font partie d'un début de privatisation d'Air France voulu par le gouvernement. Chaque fois que le PDG d'Air France est interviewé, il répète d'ailleurs que son plan d'économies a l'aval de son ministre de tutelle.

L'unanimité de la presse à reprendre l'intox de la direction et des partis de la majorité comme de l'opposition à montrer du doigt les grévistes,

a été telle que, mardi 2 juin, *Le Parisien* écrivait : « Les pilotes n'ont pas l'opinion publique avec eux [...]. Il n'y a guère qu'Arlette Laguiller pour prendre, seule, leur défense ». Ce commentaire, on avait déjà pu le lire presque mot pour mot dans l'éditorial du *Figaro* de la veille.

L'« OPINION PUBLIQUE » A BON DOS

Étant donné ce matraquage politico-médiatique en faveur de la direction d'Air

France, l'opinion publique aurait effectivement bien du mal à comprendre ce dont il retourne. Cela d'autant plus que la direction fait tout pour le cacher, y compris en mentant effrontément.

D'abord, en agitant le risque de perturbation du Mondial, elle se garde de dire que les amateurs de football comptent bien moins que les firmes comme Coca... ou Air France ayant acheté à prix d'or le droit de sponsoriser le Mondial en attendant de juteuses retombées publicitaires et financières.

Ensuite, parce que, à côté des salaires de commandants

de bord ayant plus de vingt ans d'ancienneté, cités dans la presse en espérant qu'ils choquent les salariés, de plus en plus de pilotes atteignent difficilement 18 000 F par mois. A commencer par les nouveaux embauchés, dont le salaire de base a récemment subi une décote de 30 % par rapport à celui des « anciens ». A cela s'ajoute le fait que les conditions de travail de tous les navigants ont été aussi aggravées par Air France depuis deux ans avec la suppression de jours de congés, la réduction des temps de repos aux escales, la multiplication des vols quotidiens à effectuer (cinq contre quatre auparavant) sur les court- et moyen-courriers. Enfin parce que l'échange « actions-salaires » que direction et gouvernement veulent imposer aux navigants se traduirait par une nouvelle baisse de salaire de 15 %.

Alors, c'est vrai que les pilotes sont mieux payés que nombre de salariés. Mais qu'ils refusent une baisse de leur salaire, tous les travailleurs peuvent le comprendre et l'approuver.

Pierre LAFFITTE

AIR FRANCE VOLE... SES SALARIÉS

Lorsque ce journal paraîtra, il n'est pas impossible que la direction d'Air France ait fait quelques gestes pour désamorcer le mécontentement des pilotes. Spinetta, le PDG d'Air France, a en effet annoncé accepter de revoir la « double échelle » de salaires (qui a amputé de 30 % ceux des nouveaux pilotes) et de limiter dans le temps la nouvelle baisse des salaires de 15 % (censée être compensée par la remise aux pilotes de 10 % du capital d'Air France lors de son ouverture au privé).

Il se peut ainsi qu'« Air France tente de sauver ses vols et le Mondial », titrait un journal économique, *La*

Tribune, du 2 juin. Disons plutôt qu'elle recule devant la grève massive des pilotes et sous la pression des intérêts financiers souhaitant que le Mondial leur rapporte ce qu'ils en escomptent.

En parlant d'une « trêve du Mondial », Spinetta avoue que, pour lui et derrière lui pour le gouvernement, reste la volonté d'imposer des sacrifices financiers à tous les salariés de la compagnie. Car si la direction et le gouvernement décident de calmer le jeu le temps de la Coupe du monde, celle-ci finie, ils reprendront l'offensive.

Spinetta a chiffré à trois milliards de francs les éco-

nomies salariales qu'il comptait réaliser (dont 500 millions sur le dos des pilotes). Autrement dit, au moment même où elle annonce 1,87 milliard de bénéfice pour le dernier exercice, la direction de la compagnie est insatiable. Elle veut continuer de s'en prendre à ses 45 000 salariés, des hôtes aux bagagistes, des ouvriers d'entretien, de piste ou d'escale aux pilotes.

Spinetta dit ne pas avoir le choix. Dans le passé, dit-il, Air France s'est endettée pour se développer et cela a été catastrophique, maintenant il faudrait se développer à partir de ses ressources propres. Mais ce qu'il ne dit

pas, c'est que cette « catastrophe » n'en a été une que pour les travailleurs. Hier, en empruntant aux banques, Air France a permis au secteur privé de s'enrichir et l'a fait payer aux travailleurs en bloquant leurs salaires pendant six ans et en diminuant les effectifs ; demain, en privatisant, c'est encore au privé que gouvernement et direction permettront d'empocher des profits d'autant plus élevés que les salaires seront plus bas. On n'attrape pas des mouches avec du vinaigre, et c'est pour appâter les capitaux privés qu'Air France veut continuer à faire pression sur les salaires et les conditions de travail.

P.L.



De Magliavie/Gamma

Salaires

LA PEAU DE CHAGRIN SE RÉDUIT DE PLUS EN PLUS

Selon une récente étude de l'Insee, c'est en 1977 que les choses ont commencé à mal aller pour les salaires. De 1951 jusqu'à cette date, ils progressaient de 4 % en moyenne par an. À partir de là ils n'ont plus augmenté que de 0,5 % par an.

L'érosion était déjà si marquée en 1981 que le relèvement des salaires initié par la gauche lors de son arrivée au gouvernement en 1981 a eu assez peu d'effets, d'autant moins qu'à ce moment-là les prix eux avaient tendance à augmenter.

Mais le recul des salaires n'en est pas resté là. Depuis 1991, les salaires nets régressent carrément. En effet, si les salaires ouvriers avaient été un peu moins mal menés que ceux des autres catégories entre 1978 et 1991 (+ 0,1 %), depuis 1991 ils sont en régression de -0,3 % par an. Pour les deux mêmes périodes considérées, ceux des employés ont fléchi de -0,2 % à -0,5 % et les cadres de -0,6 à -1 %. L'enquête note au passage qu'en 45 ans (1951-1996), le nombre des cadres a nettement augmenté au détriment de celui des ouvriers, ceux-ci ne représentant plus qu'un tiers des personnes employées.

Un facteur plombe la progression des revenus : la hausse très marquée des cotisations sociales. En 1951, les cotisations à la charge des salariés représentaient 6 % du salaire, elles atteignent désormais 21 %.

Le SMIC seul s'en est un peu mieux tiré. De 1967 à 1983, il a augmenté deux fois plus que le salaire moyen, ce qui a entraîné un léger resserrement des salaires : depuis 1995, le SMIC représente environ la moitié du salaire moyen.

Les disparités entre les hommes et les femmes sont loin d'avoir disparu, même si les statisticiens notent une réduction de l'écart entre les salaires masculins et féminins. Certes, les femmes accèdent plus souvent à des emplois plus qualifiés et donc mieux payés. A la fin

des années soixante, on comptait 10 % de femmes cadres, elles sont désormais 23 %. Il n'empêche que si, au début des années soixante, une ouvrière ou une employée gagnait 30 % de moins qu'un collègue masculin, l'écart demeure pour les ouvrières de 17 %.

Pour éclairer un peu la situation des jeunes, et de beaucoup de femmes, un rapport du Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts (CSERC), intitulé « Durées du travail et emploi », constatait que le travail à temps partiel (un travail de moins de 32 h) touchait désormais 3,7 millions de personnes.

Cela concerne deux tiers de femmes et 60 % des moins de 25 ans. Et leurs salaires sont en moyenne de 4 000 F par mois. Aux côtés des chômeurs pauvres, des RMistes, sans parler de ceux qui ne trouvent pas de places dans les catégories statistiques, il existe maintenant une catégorie de « travailleurs pauvres », évaluée à 1,5 million de personnes.

Et malheureusement, c'est plutôt ces emplois à temps partiel, qui souvent ne permettent pas d'échapper à la pauvreté, qui se développent aujourd'hui, au point de représenter 16,6 % de l'emploi global, un emploi sur six.

Il reste que, pour arrêter l'érosion des salaires et la dégradation des conditions d'existence de l'ensemble de la classe ouvrière qu'elle entraîne, il faudra que les travailleurs se décident à frapper un grand coup. Cela reste le seul moyen efficace pour imposer une augmentation générale des salaires digne de ce nom.

Jacques FONTENOY

La Poste (Paris 20^e)

LA DIRECTION A DÛ REVOIR SA COPIE

Mercredi 27 mai, 173 des 188 facteurs du bureau de poste principal dans le 20^e arrondissement de Paris étaient en grève. Lors d'une prise de parole à 6 h 30, le directeur de la distribution avait menacé de sanctions ceux qui ne reprendraient pas le travail : il fut hué. Puis les facteurs montèrent tous au bureau du directeur d'arrondissement postal. Ensuite, à plus d'une centaine, ils se rendirent en cortège à la direction postale des quartiers est de Paris. Celle-ci dut accepter de recevoir tout le monde dans la salle de conférence.

Deux revendications étaient à l'origine de la grève :

- le maintien en poste des contractuels avec transformation de leur contrat en CDI à temps complet ;

- le refus d'assurer quatre tournées à trois facteurs au mois d'août et l'embauche du personnel nécessaire.

Les directeurs ont annoncé aux grévistes la transformation de 4 CDD en CDI, mais à temps partiel, celle de 7 CDI à temps partiel en temps complet, la reconduction des 8 autres CDD jusqu'à la fin septembre, le recours à 16 saisonniers en août, le recrutement de 18 personnes ayant passé le dernier concours, au lieu de 14 prévues. Au total, il doit y avoir 20 personnes de plus que prévues au mois d'août.

La direction a donc dû lâcher du lest.

Cependant, elle refusait de céder sur l'ensemble des revendications, et c'est pourquoi 60 facteurs ont continué la grève le jeudi.

La direction a prétendu qu'elle ne pouvait pas accepter le retour à 4 brigades au mois d'août, parce qu'un fonctionnement à 3 brigades est la règle général sur Paris à cette époque. Mais justement, si la suppression d'une brigade au mois d'août est reconduite d'année en année malgré l'augmentation du trafic, c'est bien parce qu'il manque partout du personnel, et pas seulement pendant l'été !

Correspondant LO

**Dépôt SNCF
Tours - Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire)**

**GRÈVE
POUR LES EFFECTIFS**

Les ouvriers de l'atelier de maintenance ont fait grève pour réclamer le maintien des effectifs à l'appel des syndicats SUD et CGT. Le travail consiste à assurer la maintenance des locomotives, autorails et automotrices du dépôt de Tours-Saint-Pierre. Dernièrement, ils ont reçu plusieurs exemplaires du nouvel automateur de la SNCF, le XTER 72500.

La direction du Matériel, qui chapeaute tous les établissements concourant à l'entretien et à la réparation du matériel roulant de la SNCF, s'est fixé un objectif de 500 suppressions d'emplois et compte bien l'atteindre. C'est ainsi que la direction du dépôt envisageait de supprimer 12 emplois à l'unité de maintenance et de ramener ainsi l'effectif à 154 ouvriers en 1999 au lieu de 166 en 1998. Elle anticipait même dès cette année en ne remplaçant pas les

départs, en particulier les départs à la retraite.

Après maintes péripéties, assemblées générales, montées à la direction, discussions avec les délégués, il apparaissait clairement que la direction ne voulait pas déroger à son objectif. C'est pourquoi, suite à un préavis de grève, l'assemblée générale du personnel le lundi 25 décidait la grève pour le lendemain. Piquet de grève à l'embauche, 80 % de grévistes, assemblée générale du personnel de 80 grévistes imposant à la direction de venir s'expliquer devant eux, rien n'y fit : la direction ne céda pas. Exaspérés par ce mutisme de la direction, les grévistes décidaient d'empêcher la sortie des engins du dépôt en bloquant les voies du grill de départ. De nombreuses circulations voyageurs du soir ont été ainsi supprimées au départ de Tours.

Vers midi, quand les

patrons vinrent remettre aux grévistes une mise en demeure pour occupation illicite des voies, ceux-ci ne bougèrent pas d'un pouce. En début de soirée l'arrivée des quatre cars de flics dépêchés sur place n'intimida pas les grévistes et finalement la direction locale leur demanda de partir après une heure de palabres.

La grève continua le lendemain, mardi 27. La direction proposa en cours de matinée de maintenir jusqu'à la fin de l'année l'effectif 1998 prévu et de diminuer de trois les 12 suppressions initialement programmées pour 1999. Les grévistes décidaient la reprise du travail car ils estimaient avoir imposé un premier recul à la direction. Mais certains disaient qu'on devrait remettre ça, ne serait-ce que pour faire respecter ses engagements à la direction.

Correspondant LO

Fonderies du Poitou
(Ingrandes - Indre)

NON À LA FLEXIBILITÉ ET AU TRAVAIL OBLIGATOIRE LE WEEK-END!

En prenant prétexte d'une hausse des commandes, la direction des Fonderies du Poitou (qui produisent pour l'automobile des carters en fonte et des culasses en aluminium) a créé depuis février dernier au secteur carters des équipes SD (samedi-dimanche), VSD ou encore VXD (X étant un jour de semaine). Prévu initialement pour durer jusqu'en juillet 1998, cet accord sur l'aménagement du temps de travail vient d'être renouvelé pour une des deux lignes jusqu'en juillet 1999. Une équipe de nuit a en outre été mise en place aux Carters.

Dans le même temps, la direction a fait appel à 270 intérimaires et embauché 80 CDD, dont une quarantaine seulement ont finalement été transformés en CDI. Si les CDD travaillent bien, le week-end, le même nombre d'heures que les travailleurs en contrat à durée indéterminée, ils ne perçoivent en revanche que 86,6% du salaire des CDI. Comme dans bien des entreprises, c'est donc une opération visant à accroître la flexibilité que les patrons ont engagée, en même temps que par le biais du développement des salaires partiels ils tirent vers le bas nos revenus.

Dans la presse locale, la direction des Fonderies n'a retenu de tout cela que la création de 40 emplois, portant les effectifs en CDI à 870. Elle s'est évidemment bien gardée de dire que de 1992 à 1997, deux plans dits « sociaux » et de nombreux licenciements individuels ont fait baisser l'effectif d'une centaine de salariés.

Si, à la Fonte, le temps de travail hebdomadaire est de 42 h 30, il n'est à l'Alu depuis mai 1996 que de 38 h 75, un aménagement du temps de travail ayant alors supprimé le travail du samedi matin et les repos compensateurs.

Par ailleurs, à l'occasion

de l'implantation d'un nouvel atelier de forgeage liquide à l'Alu, la direction vient de dévoiler ses véritables intentions : mettre en place la production en continu, 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Un régime qui était en fait déjà systématiquement demandé à des « volontaires » CDI et intérimaires, priés de venir travailler week-ends et jours fériés.

Dans ces conditions d'intensification incessante de la production, les machines elles-mêmes ont rendu l'âme : deux fours sur quatre sont en effet tombés simultanément en panne à la Fusion-Aluminium, jeudi 28 mai... Et comme l'usine travaille évidemment en flux tendu, l'incident s'est répercuté sur les lignes de production sans délai.

La direction a immédiatement annoncé à un certain nombre de travailleurs qu'ils

devraient rester chez eux plusieurs jours dans la semaine suivante. D'après la direction, la récupération se ferait sur une période de huit week-ends, avec une majoration du tarif horaire de 10 francs en tout et pour tout.

Le lendemain, une soixantaine de travailleurs du secteur ont débrayé et investi le bureau du directeur du personnel pour lui faire savoir qu'ils ne sont pas d'accord. Pas d'accord pour sacrifier leurs week-ends, pas d'accord pour payer les pots cassés alors que les incidents auraient pu être évités si les responsables de la production n'avaient pas purement et simplement refusé que les opérations d'entretien préventif du matériel soient faites il y a quelques semaines.

Aux travailleurs indignés, le directeur a répondu qu'il avait pris sa décision

« la mort dans l'âme »... mais qu'il était impératif que les 17 000 culasses manquantes soient fabriquées. Il allait, ajouta-t-il, rechercher une solution sur la base du volontariat et de toute façon « avec le souci de ne léser personne » ! Contrairement à ce qu'il avait annoncé lors du Comité d'entreprise convoqué le jour même de la panne, les heures éventuellement récupérées en week-end seraient majorées à 79% le samedi après-midi et de 10 F de l'heure comme prévu le samedi matin.

Pour tenter de calmer le mécontentement, il accepta en outre de payer l'heure de débrayage, ce qui ne s'était jamais fait à l'usine. Cela a été ressenti comme un encouragement à ne pas tout accepter sans réagir.

Correspondant LO

**SNCF RER ligne C
et Challancin**

PARTENAIRES QUI FONT DÉBORDER LA COUPE

Après 19 jours de conflit, les nettoyeurs de la ligne C du RER reconduisent la grève avec la même détermination. Ces derniers jours, sans doute sur les conseils de la SNCF qui préparait une nouvelle intervention de la police, Challancin a changé de tactique : il acceptait de recevoir une délégation de grévistes et de représentants syndicaux. Trois heures de réunion, samedi 30 mai, pour écouter le détail des revendications et ne donner qu'une seule réponse : non à l'annulation du licenciement. Les grévistes sont partis en estimant avoir perdu leur temps.

Le lendemain, Challancin envoyait un projet d'accord

qui maintenait sa position tout en reconnaissant la possibilité d'un contrôle des fiches de paie et le redressement des erreurs d'ici le 1er août 1998. Il faisait également quelques promesses concernant les contrats à améliorer et le remboursement de la carte orange.

Les grévistes ont répondu immédiatement par un contre-projet, resté sans réponse, sinon par une provocation de n'accepter de discuter qu'avec les délégués, sans grévistes du rang ni représentant syndicaux !

De son côté, la SNCF a renouvelé son opération de détournement d'une décision du Tribunal de commerce pour recourir à la police en soutien à Challancin lors

d'un nettoyage nocturne.

Encore une démonstration de la duplicité de la SNCF et de ces entreprises de nettoyage. A Challancin, le rôle du patron direct. A la SNCF, le rôle du super-patron comme disent les grévistes.

Mais voilà, ils sont tombés sur des travailleurs déterminés qui n'acceptent pas cette situation et luttent autant pour leurs intérêts que pour leur dignité.

Cette détermination trouve un écho dans d'autres chantiers Challancin où les travailleurs connaissent la même situation. À la gare de Versailles, la grève a été décidée le 2 juin.

Correspondant LO

IL FAUT EN FINIR AVEC LE CHÔMAGE

Mercredi dernier, au Mans, Isabelle (27 ans) est morte dans des conditions tragiques et surtout pour des raisons absurdes au cours d'une bagarre autour d'un local attribué par la mairie à des associations de chômeurs, à la suite justement du mouvement des chômeurs. Isabelle et ses camarades, qui n'étaient pas adhérents à ces associations, voulaient l'accès libre de ce local car ils le considéraient comme le local de tous les chômeurs.

C'était une militante active du mouvement des chômeurs et elle s'était présentée sur la liste « Chômage Basta » dans la Sarthe aux élections régionales.

Tous ceux qui ont connu Isabelle l'ont appréciée car elle n'acceptait ni son sort ni celui des autres. C'était une révoltée qui se battait contre cette société qui n'engendre qu'inégalité, pauvreté et misère pour les uns alors qu'à l'autre bout il y a la richesse et l'opulence.

Mais au-delà de la mort d'Isabelle, ce drame met en lumière la situation de difficultés voire de désespoir qu'entraîne le chômage surtout quand cette situation dure et perdure depuis des années.

Oui, cette mort juge cette société capitaliste qui accepte et surtout fait accepter qu'en son sein, il puisse y avoir des gens qui vivent avec 2 000 F par mois. En effet forcer les gens à vivre ou plutôt à survivre dans ces conditions invivables, cela débouche inévitablement sur des drames ou des dérapages comme celui qui a causé la mort d'Isabelle et cela c'est criminel. Alors oui pour que « tout le monde ait du travail et quelque chose dans son assiette » comme le voulait Isabelle il est urgent, très urgent même de prendre des mesures radicales pour lutter contre le chômage et la misère.

Russie

KRACH BOURSIER ET FAILLITE DE L'ÉTAT

Il a suffi qu'échoue la privatisation de la dernière grande compagnie pétrolière russe encore étatisée, Rosneft, pour lever un vent de panique à la Bourse de Moscou et, au-delà, dans le monde de la finance internationale.

Que Rosneft n'ait pas trouvé d'acheteur n'a rien de vraiment original : l'an dernier, la même chose s'était produite dans les télécommunications avec la vente de Sviazinvest. Cela avait conduit le gouvernement à abaisser son prix, comme il le fait maintenant pour Rosneft. Mais, ces privatisations qui se réalisent mal et à prix bradés en disent déjà long sur la réalité de la « confiance » des financiers internationaux vis-à-vis de la Russie et de la prétention de ses autorités à assurer le rétablissement définitif du « marché », c'est-à-dire du capitalisme. «Après des mois et des mois de promesses non remplies (de la

part de l'Etat russe), les investisseurs attendent des résultats et non plus des déclarations », a commenté un quotidien des milieux d'affaires internationaux, le *Financial Times*.

La privatisation avortée de Rosneft a eu des « résultats »... mais pas de ceux qu'attendent ces gens-là. Dès la nouvelle connue, la Bourse a plongé et a perdu 40 % en une semaine. Bien que Clinton ait assuré de son soutien Kirienko, le Premier ministre russe, les actions ont encore baissé de 10 % le 1^{er} juin. Finalement, si l'on peut dire, ce krach aurait été enrayé avec l'annonce d'un prêt de 700 millions de dollars par le Fonds Monétaire International (FMI), un prêt que le FMI bloquait depuis janvier « tant que l'Etat russe n'aura pas mis de l'ordre dans ses finances, en particulier dans la collecte de l'impôt ». En clair, le FMI et la finance mondiale n'ont aucune confiance en un Etat russe dont les caisses sont notoirement à sec depuis des années. Car cet Etat ne vit qu'à crédit (avec l'aide du FMI et d'autres Etats) en privatisant tout

ce qu'il peut. Malgré cela, il reste incapable de payer fonctionnaires et salariés – comme l'a rappelé la récente grève des mineurs – et, plus encore, de faire rentrer les impôts des plus grandes entreprises du pays, même quand elles dépendent théoriquement de lui.

Ce krach boursier (c'est 55 % qu'a perdu la Bourse depuis janvier) a agi comme un révélateur de l'état de faillite virtuelle de l'Etat russe. Faillite financière quand on sait que, dans un avenir proche, le gouvernement doit trouver 18 milliards de dollars pour rembourser des prêts venant à échéance alors qu'il n'y avait que 15 milliards de dollars de réserves à la Banque centrale de Russie. Faillite politique quand les plus hautes autorités de l'Etat affichent depuis des années leur impuissance à se faire respecter, y compris des « monopoles » étatiques qui sont les plus gros débiteurs du Trésor russe. Faillite sociale enfin, comme l'avoue à sa façon Kirienko, qui vient d'affirmer à la télévision que « l'Etat qui ne paie pas les salaires des mineurs et des enseignants est un Etat barbare »

– et surtout, ce qu'il oublie de dire, un Etat pillé et paralysé par sa propre bureaucratie.

Cet Etat a montré qu'il ne pouvait pas, même quand cela le déstabilise, mettre un terme à ce processus de saccage tant il manque de force face à une bureaucratie avide et qui se moque, comme de son premier détournement de fonds et de biens, de mener à la faillite l'économie, la société et, finalement, son propre Etat.

Alors ? Après s'être fait tirer l'oreille, les institutions financières du monde impérialiste ont, une nouvelle fois, débloqué un crédit censé restaurer la confiance en l'Etat russe. Elles ont paré au plus pressé car il y avait le feu dans la maison. Et, soit dit en passant, il a fallu que, Clinton en tête, les dirigeants du plus puissant Etat capitaliste au monde insistent, que le sous-secrétaire d'Etat américain au Trésor sonne l'alarme en disant que « le problème de la Russie pourrait bien devenir celui de l'Europe centrale et même du monde entier », pour que les banquiers débloquent ce crédit, mais

pas avant d'avoir eu la garantie des Etats-Unis. Car, les tenants de « l'initiative privée », censée être le moteur de l'économie et la solution à tous les maux, se sont faits tout petits dans cette affaire. Enfuis, ces bureaucrates-affairistes ou ces fonds de placements américains et autres qui « investissent », comme ils disaient, en Russie depuis des années et qui prélevaient en fait leur profit en prêtant de l'argent à l'Etat russe, en achetant des bons du Trésor rapportant du 60 % en trois mois. Dès que l'Etat russe parut insolvable, ces « investisseurs » ont retiré leurs fonds, pris leurs bénéfices et entraîné un krach.

C'est cela qui a provoqué un début de panique parmi les Clinton et les financiers du FMI. Car ils laissent aux Eltsine et compagnie les grandes déclarations sur le « rétablissement du marché » mais constatent que ce rétablissement, engagé mais non mené à terme, plonge la Russie dans un chaos profond qui risque d'avoir des répercussions dans le monde entier.

Pierre LAFFITTE

Espagne

Élections primaires dans le PSOE

UNE OPÉRATION COSMÉTIQUE

Les élections primaires au sein du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, le PSOE, pour désigner le candidat à la présidence du gouvernement en l'an 2000 se sont déroulées au mois d'avril. Elles ont marqué et marquent toujours l'actualité à cause des réactions qu'elles ont suscitées dans la gauche. Au cours de ces primaires organisées par l'actuel secrétaire général du PSOE, Almunia, élu à ce poste au cours du 34^e Congrès socialiste, les adhérents du PSOE avaient à choisir entre Almunia et un autre candidat, l'ex-ministre des Travaux publics, José Borell. Et c'est ce dernier qui l'a emporté.

L'un et l'autre candidat avaient insisté au cours de leurs campagnes respectives sur le fait que ces primaires étaient une occasion de rénover le PSOE, de lui injecter une sève nouvelle dans le but de reconquérir le gouvernement, qui est actuellement aux mains du parti de droite, le Parti Populaire, présidé par José Maria Aznar.

Ce n'est pas la première fois, depuis son échec aux élections générales de 1996, que le PSOE joue la carte de la rénovation comme passe-

port pour revenir au pouvoir. Lors du 34^e Congrès de l'été 1997, Felipe Gonzalez avait présenté sa démission de son poste de secrétaire général pour tenter de blanchir le parti après ses longues années de gouvernement socialiste marquées par la politique antiouvrière et la corruption. Les travailleurs espagnols ont en effet subi pendant les 13 années de gouvernement socialiste un long rosaire de reconversions industrielles, une augmentation spectaculaire du chômage (évalué à presque 3 500 000 personnes au milieu des années 1990), ainsi que le développement du travail temporaire et précaire facilité par la Réforme du Travail et la diminution du pouvoir d'achat. Or, comme cela s'est aussi passé en France, pendant que s'appauvriissait la classe ouvrière, les patrons faisaient des affaires fabuleuses. Le Parti Populaire, dont l'actuelle politique s'inscrit dans la continuité de celle qu'a menée le PSOE, a trouvé le chemin déblayé par la politique des gouvernements socialistes.

Depuis deux ans que le PSOE est dans l'opposition, il cherche à se donner une

nouvelle image. Mais les critiques du PSOE concernant différentes mesures du gouvernement Aznar, sa dénonciation de la « politique de droite du Parti Populaire » qui lèse les plus défavorisés au profit de quelques amis du PP, sont faites dans le cadre des discours parlementaires où le PSOE parle et agit en parti responsable, candidat à l'alternance au pouvoir. Mais le fait que les principaux porte-parole parlementaires soient d'anciens ministres montre d'emblée ce que peuvent espérer du PSOE, aujourd'hui et dans l'avenir, les travailleurs et les chômeurs. La modération des propos est même telle que le dirigeant de l'UGT, la centrale syndicale liée au PSOE, s'en est prise au groupe parlementaire socialiste. Et bien sûr quand le PSOE a élevé un peu la voix et s'est même mis à la tête de quelques manifestations organisées pour protester contre le non-remboursement de certains médicaments par la Sécurité sociale, tout le cynisme des politiciens socialistes est apparu clairement car la première mesure allant dans ce sens a justement été prise par un gouvernement socia-

liste. De son côté le Parti Populaire n'hésite pas à utiliser ces faits comme une arme contre le PSOE tout comme il monte en épingle les affaires de corruption : les condamnations à des peines de prison de dirigeants socialistes pour financement irrégulier du parti, la condamnation de l'ancien directeur général de la Garde Civile, Roldán, pour enrichissement illicite... et le procès de l'affaire des GAL qui met en cause un ex-ministre de l'Intérieur du PSOE.

Faute d'un programme qui pose réellement les problèmes des couches populaires, le PSOE a monté une opération médiatique en organisant ces fameuses élections primaires qui, au-delà des luttes d'influence entre les « barons » ou notables socialistes, sont une tentative visant à donner un nouveau souffle au parti, sans rien offrir de plus prometteur qu'un remplaçant de Felipe Gonzalez. Comme l'ont dit les candidats eux-mêmes durant la campagne, Almunia et Borell, tous deux ex-ministres de gouvernements socialistes, avec une longue tradition de mesures antiouvrières, la différence

entre eux est une différence de talent, de personnalité, pas une différence de programme ni d'idées.

Finalement c'est Borell qui l'a emporté. L'apparente surprise provoquée par sa victoire (Almunia était donné favori) a contribué à donner au PSOE une nouvelle image. Borell est apparu durant la campagne comme un politicien plus éloigné de l'appareil traditionnel du PSOE et avec une nuance plus à gauche qu'Almunia. Ces deux facteurs ont suscité dans des secteurs de gauche – en particulier dans la coalition de la Gauche Unie dirigée par le PCE et parmi les militants socialistes et communistes – l'illusion d'un changement et d'une rénovation qui pourraient permettre de créer une union de la gauche « à la française ». Il faut voir dans quelle mesure cette illusion est susceptible de tromper à nouveau les travailleurs. Mais ceux-ci ont peut-être encore en mémoire ce que Gonzalez a fait de tous les espoirs que les travailleurs avaient placés en lui lors du premier triomphe électoral du PSOE.

B. S